

Révolutions africaines

Luttes pour l'indépendance et constructions nationales

Françoise Blum, Malika Rahal, Ophélie Rillon, Amzat Boukari-Yabara, Richard Banégas

DANS **UNE HISTOIRE GLOBALE DES RÉVOLUTIONS 2023**, PAGES 490 À 527

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISBN 9782348059346

DOI 10.3917/dec.banti.2023.02.0490

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/une-histoire-globale-des-revolutions--9782348059346-page-490?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

RÉVOLUTIONS AFRICAINES

LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE ET CONSTRUCTIONS NATIONALES

*Françoise Blum, Malika Rahal
et Ophélie Rillon*

Il existe toutes sortes de révolutions. Ce qu'on a appelé les Grandes Révolutions – française, russe ou chinoise – ne sont pas africaines. Mais il y eut en Afrique de nombreuses révolutions, entendues ici comme des soulèvements contre l'ordre établi, porteurs de projets émancipateurs visant à construire une société plus juste et plus égalitaire. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce chapitre donne un aperçu de la diversité de ces phénomènes révolutionnaires, tant en Afrique du Nord qu'en Afrique subsaharienne. Ces phénomènes, dont le commun dénominateur est d'avoir porté un désir de bouleversement de l'ordre social et politique, ont connu des déclinaisons variées suivant les pays. Il existe en Afrique un temps long des révolutions : on peut songer par exemple aux révolutions du ^{xix}^e siècle au Sahel – telle la révolution dyula de Samori Touré, qui fonda un vaste empire en Afrique de l'Ouest, transforma en profondeur les structures sociales et politiques de la région et résista aux colonisateurs français¹ – ou à la révolution

1. Yves Person, *Samori. Une révolution dyula*, Mémoires de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), n° 80, Dakar, 1968, 1970, 1975, 3 tomes.

de 1924 au Soudan – premier soulèvement nationaliste anticolonial, finalement avorté¹. Nous nous cantonnerons ici aux dynamiques révolutionnaires contemporaines des luttes pour l'indépendance, celles qui émergent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et se poursuivent dans les constructions nationales des années 1960-1980². Si l'historiographie récente des décolonisations a mis au jour les continuités entre les États coloniaux et les régimes politiques nés des décolonisations, il s'agit de montrer combien, par-delà les transmissions et les héritages, ces décennies ont aussi été marquées par de puissantes volontés de rupture et des réinventions politiques inédites. Il n'est pas nécessaire d'identifier dans chaque cas tous les ingrédients d'une révolution – la profondeur de la rupture et le renversement du régime colonial en place, la concomitance d'une guerre qui nourrit le processus révolutionnaire, la présence du peuple en foule et son effervescence – pour affirmer que le continent africain a connu, au milieu du xx^e siècle, des décennies révolutionnaires. Il faut également souligner que les variations de vocabulaire permettent de minorer ou au contraire de mettre en valeur la dimension révolutionnaire de certains événements, à l'image de l'expression « Guerre d'Algérie » (1954-1962), prévalant en France mais renvoyant à une séquence connue en Algérie sous l'appellation de « Révolution ».

Cette déambulation dans les révolutions africaines suivra quatre axes de réflexion. Le premier est consacré aux événements révolutionnaires proprement dits, qui embrassent la rupture des indépendances, qu'elles soient advenues ou non par des luttes armées, et les révolutions populaires en faveur d'une « seconde indépendance ». Le deuxième explorera le rôle des militaires à l'origine de coups d'État progressistes à visée révolutionnaire. Ces différents événements révolutionnaires (indépendances et coups d'État) voient généralement la conjugaison de forces interclassistes remettant en cause le pouvoir en place, sans qu'il y ait forcément volonté de prendre ce pouvoir ni groupes susceptibles de le prendre. Il entraîne des réformes d'ampleur : ces transformations sociales, économiques et culturelles font l'objet de la troisième partie. Elles sont initiées par les nouveaux pouvoirs civils ou militaires issus des épisodes révolutionnaires, qui s'essayent à un profond bouleversement des hiérarchies sociales dans l'espoir d'un mieux-être et d'une plus grande égalité. La quatrième partie est consacrée aux circulations révolutionnaires, dont l'intensité explique à bien des égards les dénominateurs communs entre les différents événements, et la grammaire commune des réformes. Hommes

1. Elena Vezzadini, *Lost Nationalism. Revolution, Memory and Anti-colonial Resistance in Sudan*, Melton, James Currey, 2015.

2. En dehors de l'Égypte, devenue indépendante de l'Empire britannique en 1922.

et femmes, discours et pratiques, slogans et symboles circulent à l'intérieur d'une Afrique qui prend pleinement part au monde global de la guerre froide.

L'indépendance comme événement révolutionnaire ?

Entre 1951 (Libye) et 1975 (Angola), voire au-delà, la majorité des pays du continent africain accèdent à l'indépendance. La libération du joug colonial emprunte parfois les chemins de la violence et de la lutte armée, mais plus généralement des routes moins sanglantes et conflictuelles. Au-delà des différences de modalités d'accès à la souveraineté, le mot « indépendance » ne recouvre pas le même sens pour l'ensemble des populations colonisées. Pour les unes, il rime avec l'espoir de voir l'impôt aboli et les terres redistribuées. D'autres aspirent à l'égalité des droits sociaux et politiques ou encore au recouvrement de leur dignité annihilée par des décennies de domination européenne. Quels que soient les aspirations et les contextes, l'événement indépendance semble ouvrir les possibles pour de nombreuses franges de la population. Si certaines indépendances sont vécues comme partielles et marquées du sceau de l'ambiguïté, à l'exemple du Cameroun en guerre, la plupart le sont comme des révolutions et donnent lieu à des fêtes et réjouissances populaires¹. La conquête de la souveraineté et la naissance de nouveaux États doivent en effet mettre fin aux humiliations coloniales, y compris dans les pays qui n'accèdent pas à l'indépendance par la lutte armée ou dont l'indépendance est assortie de mesures qui en limitent l'étendue². En suivant cette comparaison, il s'agit de saisir les variations historiques du récit et du vécu d'un phénomène révolutionnaire : les indépendances africaines.

Le 28 septembre 1958, la Guinée vote massivement « non » au référendum constitutionnel qui propose l'entrée dans une Communauté française³. Elle accède ainsi à l'indépendance au travers d'un vote qui peut paradoxalement être envisagé comme révolutionnaire⁴. Le vote lui-même engendre en effet la rupture des liens avec l'ancienne métropole et fait basculer le pays dans

1. Catherine Coquery-Vidrovitch, « Préface. Le vécu des indépendances : histoire et mémoire », in Odile Goerg, Jean-Luc Martineau et Didier Nativel (dir.), *Les Indépendances en Afrique. L'événement et ses mémoires, 1957/1960-2010*, Rennes, PUR, 2019, p. 7-12.

2. Odile Goerg, Jean-Luc Martineau, et Didier Nativel, *Les Indépendances en Afrique*, op. cit.

3. Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo (dir.), *Le NON de la Guinée*, Paris, L'Harmattan, 2010 ; Céline Pauthier, *L'Indépendance ambiguë. Construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010)*, thèse d'histoire, Université Paris-Diderot, 2014.

4. Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo (dir.), *Le NON de la Guinée*, op. cit.

une ère nouvelle. Il provoque la stupeur des uns, l'admiration des autres, notamment dans les milieux étudiants et syndicaux d'Afrique francophone qui avaient milité sans succès en faveur de l'indépendance immédiate. La Tunisie et le Maroc en 1956 et le Ghana en 1957 avaient déjà montré l'exemple.

Au lendemain du « non » guinéen, un vaste mouvement de solidarité internationale voit le jour afin d'aider à la construction de la Guinée révolutionnaire de Sékou Touré. Ce vote est fondateur d'un symbole, d'une mythologie de la libération anticoloniale par-delà les frontières du pays. Le discours prononcé par Sékou Touré lors de la visite de De Gaulle à Conakry, le 25 août 1958, et en particulier sa phrase la plus fameuse (« Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ») fait le tour du monde. Le récit national guinéen a eu tendance à occulter la lame de fond qui a façonné l'événement. Celui-ci s'inscrit dans un processus plus ample de bouillonnement sociopolitique, de luttes syndicales et partisans, de confrontations de projets mettant en jeu une pluralité d'acteurs tout au long des années 1950.

L'Algérie est un autre cas qui fait rupture : colonie française de peuplement dont l'occupation a débuté en 1830, le pays compte à la veille de l'indépendance une population coloniale représentant 10 % de la population totale et bénéficiant seule de la plénitude des droits attachés à la citoyenneté française. Le cas est en apparence bien différent de celui la Guinée dans la mesure où l'indépendance ne sera obtenue qu'à l'issue d'une guerre de huit années (1954-1962), lancée par le Front de libération nationale (FLN) dans sa « Proclamation du 1^{er} novembre 1954 ». À mesure que la guerre se prolongera, le FLN s'affirmera comme un État, avec son gouvernement et son armée, mais aussi comme un outil capable de mobiliser et d'encadrer la population.

Malgré leurs différences, ces deux cas présentent des points communs qui participent à « faire révolution ». Ainsi, dans les deux pays, la conscience de constituer des exceptions ou des raretés est présente : la Guinée est le seul pays à refuser la proposition de Communauté avec la France ; l'Algérie a mené une guerre victorieuse contre la quatrième armée du monde¹. Cette rareté est aussi liée à une forme de radicalité, avec une souveraineté qui se veut aussi complète que possible, à la différence d'autres pays du continent, dont les indépendances passent par comparaison pour des indépendances négociées permettant à la France de conserver une grande emprise sur ces États. L'ampleur de la rupture provoque même des difficultés ou du désarroi. Le départ de la population

1. Malika Rahal, *Le Pays de l'avenir. Une histoire populaire de l'année 1962 en Algérie*, Habilitation à diriger des recherches, Sorbonne Université, 2021.

coloniale d'Algérie dans une large proportion – 650 000 « pieds-noirs » sur un million quittent ainsi le pays en 1962 – s'accompagne du départ de la majorité des fonctionnaires métropolitains¹. Un puissant brassage de la population s'opère alors, et des familles algériennes investissent les quartiers et les maisons vidées de leurs habitants français. Dans un pays où la population a été maintenue dans un fort analphabétisme, leur remplacement est difficile mais permet aussi des parcours professionnels inédits, des personnes peu formées ou très jeunes entrant directement à de hauts niveaux de responsabilité. C'est le cas aussi en Guinée où, au lendemain du « non » au référendum, l'armée et les fonctionnaires français quittent le pays. Le sentiment de faire exception et la profondeur de la rupture imposée à la puissance coloniale nourrissent la fierté et l'exubérance dans chacun des deux pays.

Comme en Guinée, l'indépendance algérienne est le fruit d'un travail politique ancien et d'une mobilisation massive de la population. D'un point de vue administratif par exemple, le FLN enregistre parfois des mariages ou des décès qui ne sont plus alors déclarés aux autorités françaises. Si cet encadrement de la population par le FLN est limité en Algérie même par les conditions de la guerre, il s'affirme surtout à l'extérieur du pays, parmi les réfugiés algériens de Tunisie et du Maroc. De plus, l'auto-organisation et l'encadrement deviennent plus importants encore en 1962, durant la période transitoire, lorsque la violence de l'Organisation armée secrète (OAS) se déchaîne et que des quartiers sont assiégés et bombardés par les ultras de l'Algérie française. Dans les deux cas également, le vote (« non » au référendum en Guinée, « oui » à l'indépendance en Algérie) permet de faire corps collectif par la mobilisation de l'électorat et le résultat massif.

Enfin, en Algérie, l'indépendance insufflé une ferveur populaire que des calendriers complexes mettent en valeur. La fin de la guerre découle des accords de cessez-le-feu d'Évian qui entrent en application le 19 mars 1962 ; l'indépendance intervient en juillet avec le référendum d'autodétermination (1^{er} juillet), le transfert de souveraineté (3 juillet) et les festivités de l'indépendance sont organisés le 5 (sans présence française) ; enfin, la République est proclamée le 25 septembre. Par-delà les cérémonies officielles, cette séquence historique est marquée par des festivités populaires et l'enthousiasme des populations, ingrédients caractéristiques de toute révolution.

L'Algérie n'est pas le seul pays à devoir en passer par le soulèvement armé pour obtenir son indépendance, quand bien même celui-ci n'a pas

1. Abderahmen Moumen, « De l'Algérie à la France. Les conditions de départ et d'accueil des rapatriés, pieds-noirs et harkis en 1962 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 99, 2010, p. 60-68.

conduit directement à l'indépendance. Madagascar connaît ainsi un soulèvement violemment réprimé en 1947 mais n'obtient son indépendance qu'en 1960. Au Cameroun, le soulèvement armé (1956-1971) encadré par un parti de masse révolutionnaire, l'Union des populations du Cameroun (UPC) de Ruben Um Nyobè, a été occulté par la guerre qui se déroulait en Algérie. C'est le cas aussi du soulèvement des « Mau Mau » au Kenya¹ ; celui-ci démarre en 1952 sur la base d'une organisation politique à dimension millénariste qui s'exprime notamment *via* la prestation de serments des membres du mouvement qui promettent une forme de renaissance et la récupération de la terre : le serment du guerrier et le serment de l'unité (prononcés par les hommes et, pour le second au moins, par des femmes) donnent ainsi à l'entrée dans la lutte une dimension rituelle et sacrée tournée vers l'avenir. Notons que la dimension millénariste est également sensible en Algérie, où l'indépendance apparaît comme la réponse à une longue attente inscrite dans des gestes intimes, telle la suspension des rituels du corps (les circoncisions) dans certaines familles.

Dans les pays qui n'ont pas connu de véritables ruptures avec les puissances coloniales, les indépendances suscitent aussi un enthousiasme qui s'estompe cependant plus rapidement. Des situations économiques dégradées, le sentiment que les dirigeants abusent de leurs privilèges et la conscience de la persistance de liens coloniaux conduisent à des événements révolutionnaires dans plusieurs pays, qui impliquent des groupes sociaux divers, conférant à ces révolutions, portées par des lycéens, des étudiants et des travailleurs, une dimension interclassiste. En 1963, le Congo-Brazzaville voit les syndicalistes bientôt rejoints par la jeunesse brazzavilloise initier une révolte lors de trois journées – les 13, 14 et 15 août – que les mémoires ont retenues sous le nom de Trois Glorieuses. Ils obtiennent la démission de l'abbé président Fulbert Youlou². Au Dahomey (futur Bénin), en 1963 également, des manifestations spontanées puis un mot d'ordre de grève lancé le 25 octobre par la centrale syndicale l'Union générale des travailleurs du Dahomey (UGTD) aboutissent à l'arrestation du président Hubert Maga. L'armée prend la main et impose un nouveau gouvernement³. En octobre 1964, le Soudan connaît une révolution qui vient à bout en quelques jours du pouvoir militaire. Manifestations et grève générale ouvrent la voie au retour d'un gouvernement civil chargé

1. Maia Green, « Mau Mau oathing rituals and political ideology in Kenya: A re-analysis », *Africa. Journal of the International African Institute*, 1990, p. 69-87.

2. Françoise Blum, *Révolutions africaines. Congo-Sénégal-Madagascar*, PUR, Rennes, 2014 ; Rémy Boutet, *Les Trois Glorieuses ou la chute de Fulbert Youlou*, Dakar, Chaka, 1990.

3. Emmanuel Terray, « Les révolutions congolaise et dahoméenne de 1963 : Essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 5, 1964, p. 917-942.

d'organiser les élections pour une Assemblée constituante¹. En Haute-Volta (actuel Burkina Faso), un soulèvement populaire initié par des grèves syndicales et rallié par les étudiants, les commerçants et les transporteurs renverse le président Maurice Yaméogo en janvier 1966. L'armée prend le pouvoir à la demande des insurgés mais poursuivra largement la politique du précédent régime². Au Sénégal, en mai 1968, les étudiants, bientôt rejoints par des syndicats, inquiets d'une mise au pas au nom de la « participation responsable » à la construction de la nation, sont à l'origine d'un mouvement qui se mue en contestation de la politique du régime de Léopold Sédar Senghor. Le pouvoir choisit la répression avant de négocier. Des accords tripartites sont signés, consacrant entre autres l'augmentation du salaire minimum et l'africanisation des entreprises privées et publiques. Une réforme de l'université est aussi engagée³. À Madagascar, en 1972, lycéens et étudiants, bientôt rejoints par les travailleurs, obtiennent le retrait du président Philibert Tsiranana de la scène politique et signent la fin de la I^{re} République. L'armée, à l'appel des manifestants, prend le pouvoir⁴.

Dans tous les cas, on assiste à une remise en cause globale du pouvoir, jugé illégitime et incapable de répondre aux aspirations populaires, incapable aussi de rompre véritablement avec les anciennes puissances coloniales. Certaines de ces dynamiques révolutionnaires ouvrent une ère nouvelle, comme au Congo ou à Madagascar. Elles débouchent sur des réformes, de l'université et du monde du travail, comme au Sénégal. D'autres avortent, comme au Dahomey ou en Haute-Volta. Toutes participent cependant de l'histoire globale des « années 68 », marquées par l'implication déterminante des jeunes, lycéens ou étudiants en particulier, qui luttent notamment pour la décolonisation de l'école, mais aussi par le rejet des pouvoirs autoritaires, du colonialisme et de l'impérialisme occidental.

Ces soulèvements ont plusieurs autres points communs. Dans la majorité des cas, la révolte part d'un événement mineur au regard de la suite : projet de parti unique et arrestation de syndicalistes au Congo, libération abusive d'un député au Dahomey, mariage faste du président dans un contexte de mesures d'austérité en Haute-Volta, fragmentation des bourses au Sénégal, fermeture de l'école de médecine de Befelatana et suppression d'un concours d'entrée en 6^e à Madagascar. Les forces sociales mobilisées au cours de ces

1. Willow J. Berridge, *Civil Uprisings in Modern Sudan. The « Khartoum Springs » of 1964 and 1985*, Londres, Bloomsbury, 2016 ; Yusuf Fadl Hasan, « The Sudanese Revolution of October 1964 », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 5, n° 4, 1967, p. 491-509.

2. Vincent Bonnacase, *Les Prix de la colère*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014, p. 175-180.

3. Omar Gueye, *Mai 68 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala, 2017.

4. Françoise Blum, *Révolutions africaines*, op. cit.

événements sont également très similaires. On constate notamment le rôle central de ce qu'on appelle à Madagascar le « petit peuple », à l'instar des travailleurs informels de Dakar, qui cessent toute activité après l'arrestation des syndicalistes, ou des Zoam de Tananarive – jeunes chômeurs descendants d'esclaves –, qui forment des troupes de choc durant la journée insurrectionnelle du 13 mai 1972. La forte présence des centrales syndicales panafricaines et nationales constitue un autre trait commun de ces mouvements : Confédération générale des travailleurs africains (CGTA), Confédération africaine des travailleurs croyants (CATC) ou encore Union nationale des travailleurs sénégalais (UNTS). Des structures transversales de lutte voient aussi le jour, comme le KIM (comités étudiants, des Zoam ou des travailleurs) à Madagascar, les Fronts d'opposition au Soudan, et les comités de vigilance au Dahomey. Dans le cas francophone, les slogans appelant à l'africanisation (ou la malgachisation), notamment de l'enseignement, font l'unanimité. Les manifestants aspirent à une « seconde indépendance », ce qui est exprimé dans ces termes mêmes lors de la révolution malgache. Les protestataires exigent une véritable rupture avec l'ordre colonial. Les accords de coopération avec la France seront d'ailleurs modifiés dès 1965 au Congo et en 1972 à Madagascar, de même que sera acté le départ des troupes françaises, maintenues jusque-là dans ces deux pays comme dans la plupart des anciennes colonies subsahariennes de la France. Dans ces deux pays, le mouvement révolutionnaire initie un changement de régime et ouvre la voie à des gouvernements socialistes. Dans tous les cas, ce sont des révolutions urbaines et la majorité paysanne n'y participe pas.

Malgré les similitudes, il existe évidemment des différences entre ces mouvements révolutionnaires et contestataires africains. L'une d'elles, déterminante, porte sur le rôle de l'armée. Au Soudan, la révolution se fait contre l'armée au pouvoir. Au Congo et à Madagascar, l'armée n'intervient pas contre les manifestants et les pouvoirs en place tombent. En Haute-Volta, l'armée prend le pouvoir à l'appel de la rue et instaure un régime militaire. Au Sénégal, l'armée soutient Senghor et celui-ci reste en place. Au Dahomey, l'armée finit par jouer le rôle d'arbitre, entérinant l'installation d'un nouveau gouvernement civil. L'armée est ainsi parfois l'héritière de révolutions populaires.

Des coups d'État révolutionnaires ?

Mais les militaires prennent aussi parfois l'initiative, renversant des pouvoirs jugés corrompus et initiant des ruptures radicales. Certains des coups d'État que connaît l'Afrique dans ces années 1960-1980 sont le fait d'hommes en uniforme désirant instaurer une société meilleure et égalitaire, et se présentant comme les garants vertueux des indépendances. Si certains coups d'État se révèlent non ou contre-révolutionnaires (tels ceux de Jean-Bédel Bokassa en 1966 en Centrafrique ou d'Idi Amin Dada en 1971 en Ouganda), d'autres peuvent être qualifiés de révolutionnaires au sens où ils impulsent des réformes radicales, transformant de fond en comble les structures sociales et remettant en question les relations néocoloniales qui perduraient après les indépendances. Ils sont, dans la plupart des cas, nationalistes, socialistes et/ou anti-impérialistes. Dans le contexte de la guerre froide, le socialisme offre un modèle alternatif à celui que proposent les anciennes puissances coloniales. Dans le nord du continent règnent encore des monarchies compromises avec l'occupant qui sont renversées par des « Officiers libres » en Égypte (1952)¹ puis en Libye (1969)². En Algérie, le premier président de la République Ahmed Ben Bella est renversé par le colonel Houari Boumediene en 1965 lors d'un coup d'État qualifié par son auteur de « rectification révolutionnaire ». En Afrique de l'Ouest, l'instabilité et la corruption des pouvoirs en place incitent les militaires à intervenir sur la scène politique, que ce soit au Dahomey en 1972³, en Haute-Volta en 1983⁴ ou au Ghana en 1979 et 1981⁵. En Afrique de l'Est, les militaires prennent le pouvoir en Somalie (1969) et en Éthiopie (1974)⁶. Dans ce dernier pays, seul État africain à n'avoir jamais été colonisé, si l'on excepte la brève occupation italienne (1936-1941), a lieu l'une des révolutions les plus radicales du continent, tant par l'ampleur des réformes engagées que par la violence extrême qui s'y déploie. Quelquefois, comme en Éthiopie et dans une moindre mesure au Ghana, la mobilisation populaire précède ou accompagne le coup d'État.

1. Tewfik Aclimandos, « Officiers libres et officiers communistes : Collaborations et confrontations », *Cahiers d'histoire*, 105-106, 2008, p. 175-202 ; Tewfik Aclimandos, « Regard rétrospectif sur la révolution égyptienne, ou le 23 juillet 1952 », *ÉGYPTE monde arabe*, vol. 4-5, n° 1-2, 2001, p. 1-24.

2. Ronald Bruce St John, *Libya. From Colony to Revolution*, Londres, Oneworld Publications, 2008.

3. Richard Banégas, *La Démocratie à pas de caméléon*, Paris, Karthala, 2003.

4. René Otayek et al., *Le Burkina entre révolution et démocratie, 1983-1993*, Paris, Karthala, 1996 ; Brian J. Peterson, *Thomas Sankara. A Revolutionary in Cold War Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2021.

5. Roger Gocking, *The History of Ghana*, Londres, Greenwood Publishing Group, 2005.

6. Christopher Clapham, *Transformation and Continuity in Revolutionary Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; René Lefort, *Éthiopie. La révolution hérétique*, Paris, Maspero, 1981.

Toujours est-il que les militaires agissent au nom du peuple, un peuple qu'ils jugent victime de régimes instables et irresponsables, ou d'aristocraties et de grands propriétaires parasites, un peuple dont, la plupart du temps, ils sont eux-mêmes issus. Ils initient des révolutions, renversant des régimes et mettant en place de nouvelles instances de pouvoir, menant des réformes égalitaires, construisant des régimes de propriété inédits et ouvrant la voie à la promotion de nouvelles élites.

Mais leur pouvoir, à l'origine collectif, devient de plus en plus personnel : Gamal Abdel Nasser en Égypte, Mouammar Kadhafi en Libye, Mohamed Siad Barré en Somalie¹, Mathieu Kérékou au Bénin, Jerry Rawlings au Ghana et Mengistu Haïlé Mariam en Éthiopie, s'imposent au prix de purges parfois sanglantes. À l'exception de Siad Barré, commandant en chef des armées en Somalie, la plupart de ces militaires ne sont pas des officiers supérieurs, lesquels sont d'ailleurs explicitement exclus du jeu au Ghana et en Éthiopie. Ce sont de jeunes sous-officiers ou hommes du rang pour qui la carrière militaire a été aussi une forme de promotion sociale. Au moment de la prise du pouvoir, le plus jeune (Kadhafi) a vingt-sept ans et le plus âgé (Kérékou) trente-neuf. Ils ont généralement suivi des formations à l'étranger : Kadhafi en Angleterre, Siad Barré en Italie, Kérékou en France, Sankara à Madagascar (où la révolution malgache de 1972 lui a servi de modèle²). Jerry Rawlings, formé au Ghana, a quant à lui un père écossais.

Ces coups d'État ont renversé des régimes aussi fragilisés que corrompus, à l'image des monarchies de Farouk en Égypte et d'Idriss I^{er} en Libye, ou des pouvoirs inefficaces et décriés, à l'instar de la présidence tournante d'Hubert Maga, Justin Ahomadegbé et Sourou Migan Apithy, surnommé le « monstre à trois têtes », au Dahomey. En Éthiopie, la révolution de 1974 s'est nourrie de multiples mécontentements liés à la décrépitude d'un pouvoir incapable de parer à la grande famine de 1971 qui a provoqué des millions de morts. Le régime foncier restait féodal et réduisait les paysans à un statut proche du servage et à une précarité souvent catastrophique, comme ce fut le cas en 1971. Ce que l'on peut considérer comme le coup d'envoi de la révolution a lieu le 20 février 1974 avec une grande manifestation populaire réunissant des étudiants et des enseignants mécontents d'une réforme programmée de l'éducation, d'une part, et des chauffeurs de taxi et autres citoyens exaspérés par la hausse du prix de l'essence, d'autre part. L'armée, traversée de multiples lignes de fracture ethnique et de classe, avait aussi des revendications écono-

1. David D. Laitin, « The political economy of military rule in Somalia », *The Journal of the Modern African Studies*, vol. 14, n° 3, 1976, p. 449-468.

2. Brian J. Peterson, *Thomas Sankara, op. cit.*, p. 60-61.

miques liées au coût de la vie. Ce sont finalement des militaires réunis en un « comité des égaux », le Därg, élu par les diverses unités, qui déposent le négus le 12 septembre 1974 et assument le pouvoir dans ce que les Éthiopiens ont qualifié de « coup d'État rampant ».

Au Ghana, la première et courte phase du règne de Jerry Rawlings (juin-septembre 1979) est essentiellement consacrée à la lutte anticorruption, durant laquelle il s'efforce, à la tête d'un Armed Forces Revolutionary Council (AFRC) regroupant sous-officiers et hommes du rang, de donner un « coup de balai », dont la brutalité va d'ailleurs souvent au-delà de ses propres désirs, faisant juger les « voleurs » par des tribunaux populaires. Mais des élections sont organisées, et l'AFRC cède le pouvoir au nouveau gouvernement, civil, du docteur Hilla Limann. Ce gouvernement se signale par son incompétence et son incapacité à enrayer une crise économique catastrophique mâtinée encore une fois de corruption. Grèves et manifestations se multiplient alors. Des formations d'opposants se constituent sur des bases marxistes, parmi lesquelles le June Fourth Mouvement (JFM), dont Rawlings, toujours populaire, accepte la présidence. Fin 1981, ce dernier reprend le pouvoir à la suite d'un nouveau coup d'État et annonce à la radio une révolution (« *Nothing less than a revolution* ») et une « guerre sainte » contre la corruption. Le marxisme fait alors, ici comme ailleurs, figure d'alternative salvatrice, outil radical de libération des peuples.

Une fois au pouvoir, ces hommes en uniforme inventent de nouvelles structures de gouvernement qui, d'un pays à l'autre, se ressemblent. Les Officiers libres égyptiens instaurent un Conseil de commandement de la révolution (CCR) au sein duquel Nasser joue bientôt le rôle central. Le consortium de militaires libyens auteurs de la révolution du 1^{er} septembre prend lui aussi le nom de Revolutionary Command Council. À partir de 1973, date du lancement officiel de la « révolution populaire », des comités révolutionnaires, instruments d'une démocratie se voulant directe et/ou participative, quadrillent la Libye. Kérékou et Sankara instituent de leurs côtés un Conseil national de la révolution (CNR) qui réunit civils et militaires et est décliné à tous les échelons administratifs de leurs pays respectifs en divers Comités de défense de la révolution (CDR). Au Ghana, des Defense Committees, sur le modèle libyen ou cubain, sont organisés dans les usines, les entreprises et les villages, regroupant travailleurs et paysans et coordonnés au niveau central par un Interim National Coordinating Committee. En Éthiopie sont créées des associations paysannes ainsi que des comités dans les quartiers urbains, les kebeles. Dans tous les cas, les terminologies employées marquent la volonté de donner le pouvoir au peuple, que les militaires prétendent représenter.

Les modèles sont toujours les mêmes : Cuba, la Chine, l'URSS, dont les militaires sollicitent l'aide sur les plans financier, technique et militaire, avec le souci de se distancier des anciennes puissances coloniales. Se tourner vers l'Est va de pair avec le désir de se débarrasser de liens néocoloniaux trop encombrants. Cette aide ne sera pas toujours accordée. Sa tournée des pays de l'Est n'ayant eu aucun résultat concret, Jerry Rawlings en est réduit à discuter avec la Banque mondiale et le FMI, mettant ainsi fin à une brève expérience socialiste. On assiste également à des retournements d'alliance : lorsque éclate la guerre d'Ogaden en 1977, l'URSS abandonne la Somalie pour soutenir l'Éthiopie, à laquelle elle fournit des armes et des instructeurs militaires (d'autres sont envoyés de Cuba).

L'Union soviétique livre également des armes à la Libye. Au lendemain de la révolution du 1^{er} Septembre, Kadhafi adopte une démarche similaire à celle de Nasser, qui avait obtenu le départ des troupes britanniques d'Égypte et imposé la nationalisation du canal de Suez. Comme son aîné égyptien, le « Guide » libyen exige le démantèlement des bases militaires britanniques installées sur le sol national. Bien que nettement moins peuplée que sa voisine égyptienne, la Libye dispose d'un puissant levier : l'arme pétrolière. Dès son accession au pouvoir, Kadhafi exige et obtient des compagnies pétrolières actives dans son pays la révision des accords pétroliers et une hausse substantielle du prix du baril.

Dans toutes ces expériences, la volonté de faire participer le peuple (même s'il n'est pas toujours bien défini) à la fabrique de son destin est inconteste, ce qui n'empêche pas les dérives autocratiques et répressives. Il y a, à l'origine de ces coups d'État, un ciment commun, celui de la lutte contre la corruption, et un désir, celui de l'avènement de la vertu en politique, une vertu dont l'armée ou plutôt ces jeunes armées sont censées être porteuses. Bien que formées en partie par les anciennes puissances coloniales, elles sont vues par les jeunes officiers comme les seuls véritables garants des indépendances nationales et de la cohésion de la nation. Par la suite, certains de ces leaders révolutionnaires seront eux-mêmes renversés (Siad Barré, Mengistu Haïlé Mariam) ou assassinés (Thomas Sankara, Mouammar Kadhafi) ; d'autres se tourneront vers les institutions occidentales (Jerry Rawlings) ou se convertiront en président élu au suffrage universel et gagné au néolibéralisme des plans d'ajustement structurel (Mathieu Kérékou). Avec la chute du mur de Berlin et de l'URSS, les temps ont en effet changé : le socialisme révolutionnaire, porteur de réformes égalitaires mais ayant parfois dégénéré en violences sans nom, est désormais révolu.

Révolutions sociales et culturelles

« Qui peut reconvertir au même âge politique et le jeune et l'aîné ? Qui est capable de faire du jeune le plus vieux du village et du plus vieux le bébé qui vient de naître ? Qui est capable de faire de la femme l'homme du village et de l'homme la femme du village ? C'est la Révolution ! » Ainsi parle Sékou Touré en 1968, dix ans après son accession au pouvoir en Guinée¹.

Dans le sillage des luttes de décolonisation, les rêves de transformations sociopolitiques donnent naissance à de vastes projets d'ingénierie sociale visant à abolir les hiérarchies (de genre, d'âge, de classe, de race). L'enjeu consiste alors à forger des sociétés nouvelles composées d'« hommes nouveaux » conçus comme des individus désaliénés, selon la terminologie fanonienne², libérés du complexe colonial : des hommes d'action, travailleurs, citoyens, tournés vers le monde et vers l'avenir. La production d'hommes nouveaux, et dans une moindre mesure de femmes nouvelles, n'est certes pas du seul ressort des régimes qui se disent révolutionnaires : elle s'inscrit plus généralement dans les transformations sociales et politiques des années 1960-1970. Cette ambition prend cependant une tournure plus ou moins radicale et violente selon les contextes et est énoncée et clamée à des degrés divers selon les régimes. Ne sont considérées ici que les expériences de construction d'un nouvel ordre collectif à visée « révolutionnaire » aux yeux des protagonistes de l'époque et faisant de la « révolution culturelle » une pierre angulaire de leur projet politique. Ces révolutions sociales s'emparent pour beaucoup de la grammaire socialiste déclinée sous diverses formes, du « socialisme africain » au « socialisme scientifique », en passant par le « marxisme-léninisme »³. Ce langage traduit une quête commune d'égalité et d'émancipation collective à l'égard du pouvoir des chefs (le « féodalisme ») et des aînés masculins (la « gérontocratie patriarcale »). Parfois portées par les États, ces dynamiques révolutionnaires ne forgent pas nécessairement un projet cohérent et uniforme. Au quotidien, elles s'expriment davantage à travers une multiplicité d'initiatives locales, à l'échelle de la ville, du quartier, du marché et visent à transformer et améliorer l'espace de vie quotidienne de chacune et chacun. Voisins, habitants se retrouvent ainsi pour nettoyer

1. Céline Pauthier, *L'Indépendance ambiguë*, op. cit., p. 510.

2. Frantz Fanon, *L'An V de la révolution algérienne*, Paris, La Découverte, 2011.

3. Sur les diverses formes de socialismes en Afrique, voir Maria-Benedita Basto et al. (dir.), *Socialismes en Afrique*, Éditions de la MSH, Paris, 2021.

les rues, construire des équipements publics, cultiver les champs collectifs, alphabétiser. Des solidarités microlocales forment le tissu révolutionnaire, en milieu urbain notamment. La culture et les arts vivants (musique, théâtre, cinéma) deviennent également des outils politiques d'expression et de diffusion des idées révolutionnaires dans les langues nationales. La révolution est aussi une fête où se mêle, au son des orchestres, toute une génération de jeunes urbains sans distinction de sexe ou de classe. Étudiants, enseignants, mais aussi artisans, petits commerçants, chauffeurs de taxi et travailleurs saisonniers se retrouvent dans les bars, les stades ou les « bals poussières », improvisés dans les rues et les cours des maisons, prenant possession de l'espace urbain et dansant au rythme de nouvelles performances musicales à l'instar du titre de la rumba congolaise « Indépendance cha cha », qui fait le tour du continent.

La jeunesse est véritablement au centre de la révolution du Congo-Brazzaville (1963-1968) qui, moins de trois ans après l'indépendance du pays, a renversé le régime de l'abbé Fulbert Youlou. Au cours de cette expérience singulière, la Jeunesse du mouvement national de la révolution (JMNR) reste une organisation autonome vis-à-vis du pouvoir étatique. Elle est le fer de lance de la révolution, imposant son tempo, ses orientations idéologiques et sa violence. Enfants et adolescents n'hésitent pas à dénoncer les abus de leurs parents à la JMNR qui, en retour, s'érige en force de répression des parents violents¹. La révolution congolaise peut être ainsi interprétée comme la prise de pouvoir d'une nouvelle « classe d'âge politique² », même si ce bouleversement des hiérarchies générationnelles concerne principalement la jeunesse masculine. Les rapports de genre ne sont nullement transformés par la révolution.

À l'inverse, l'émancipation féminine est considérée comme un volet primordial du programme révolutionnaire de Sékou Touré visant à créer une société nouvelle en Guinée. Elle s'accompagne de transformations législatives importantes dans le domaine matrimonial, à l'exemple de l'interdiction de la polygamie en 1968. L'égalité dans la famille, le travail, l'accès aux responsabilités politiques est au cœur du projet guinéen, comme il le sera dans la révolution sankariste des années 1980 au Burkina Faso. Des femmes accèdent à des postes clés, l'excision est dénoncée, les maris « pourris » et « féodaux » sont publiquement conspués³. De récents travaux sont ainsi venus

1. Héloïse Kiriakou, « La ville est à nous ! Engagement des jeunes à Brazzaville pendant les premières années de la révolution (1963-1965) », *Revue Histoire urbaine*, vol. 2, n° 63, 2022, p. 103-122.

2. Pierre Bonnafé, « Une classe d'âge politique : La JMNR de la République du Congo-Brazzaville », *Cahiers d'études africaines*, vol. 8, n° 31, 1968, p. 327-368.

3. Mathias S. Kanse, « Le CNR et les femmes : De la difficulté de libérer la "moitié du ciel" », *Politique africaine*, n° 33, 1989, p. 66-72.

mettre en lumière combien ces expériences révolutionnaires africaines ont ouvert le champ des possibles pour certaines femmes qui, en dépit de leur sexe et de leur classe, ont accédé à des responsabilités jusque-là accaparées par les hommes de l'élite. Tel est le cas de Mafory Bangoura¹, teinturière guinéenne devenue ministre de Sékou Touré en 1970. Érigée en incarnation de l'« homme nouveau » dans les hommages qui lui sont rendus à sa mort en 1976, sa trajectoire illustre combien la révolution autorise un bouleversement de l'ordre du genre. Il n'en demeure pas moins que le caractère exceptionnel de ces figures rappelle aussi combien la révolution ne transforme pas fondamentalement, ni dans la durée, la hiérarchie des sexes pour la majeure partie de la population. Au-delà des promesses d'égalité et de libération, nombre de projets révolutionnaires cantonnent les femmes à des rôles sociaux jugés conformes à leur sexe (éducation, soin) et déploient un strict contrôle de leurs comportements sexuels. Le moralisme sexuel et le contrôle du corps des femmes (leurs tenues vestimentaires notamment) sont bien une constante des dynamiques révolutionnaires de ces décennies, du Mali à l'Algérie en passant par la Tanzanie de Julius Nyerere². Les frontières du genre sont parfois brouillées dans les contextes de luttes armées au cours desquelles des bataillons féminins sont formés et des femmes accèdent au commandement militaire. L'exemple de la lutte de libération en Guinée-Bissau, conduite par Amílcar Cabral (1963-1974), montre que les expérimentations égalitaires mises en place dans les zones libérées provoquent de vives tensions parmi les leaders masculins de la révolution³ et, de ce fait, sont de courte durée.

Un autre enjeu auquel se heurtent nombre de dynamiques révolutionnaires est la transformation des rapports de pouvoir dans les campagnes, où vit la majeure partie des populations africaines. Si Sékou Touré abolit la chefferie en 1957 en Guinée, tout comme Modibo Keita en 1959 au Mali, les hiérarchies issues des rapports d'âge, de genre, de servitude (quand bien même l'esclavage a été officiellement aboli) demeurent intactes. D'autant que le pouvoir des chefs s'exerce aussi dans l'accès à la terre. La révolution des campagnes, l'abolition du féodalisme et le renforcement de la collectivisation agricole sont ainsi au cœur de la « révolution active » (1967-1968) lancée par le régime de Modibo Keita. Initiée par le haut, cette révolution est entendue par la base. Dans les régions et les zones rurales, les jeunes

1. Céline Pauthier, *L'Indépendance ambiguë*, op. cit., p. 479.

2. Andrew Ivaska, « "Anti-mini militants meet modern misses" : Urban style, gender, and the politics of "National Culture" in 1960s Dar es Salaam, Tanzania », *Gender and History*, vol. 14, n° 3, 2002, p. 584-607.

3. Aliou Ly, « Promise and betrayal: Women fighters and national liberation in Guinea Bissau », *Feminist Africa*, n°20, 2014, p. 24-42.

hommes et les paysans démunis débordent la ligne du Parti. Ils s'attaquent non seulement aux notables ruraux et aux chefs de village, mais aussi aux cadres de l'administration socialiste dont ils dénoncent l'autoritarisme et la corruption¹. Dans les années 1970, le régime de Sékou Touré tente lui aussi de porter la révolution dans les campagnes grâce à l'intermédiaire des étudiants envoyés une année travailler dans les champs. L'expérience se solde par un échec². La transformation radicale des structures économiques de l'Éthiopie révolutionnaire se traduit quant à elle par une série de nationalisations et une réforme agraire. À partir de 1975, les terres agricoles passent sous le contrôle de l'État et sont rendues « à ceux qui la travaillent ». Lors de la *zāmācha* (campagne), près de 100 000 jeunes des deux sexes, issus du milieu scolaire et enseignant, sont envoyés dans les campagnes pour alphabétiser les paysans et mettre en œuvre la réforme agraire³. La jeunesse est à nouveau au centre du projet révolutionnaire, comme elle l'est en Algérie avec les comités de Volontaires de la révolution agraire à partir de 1971. Il lui revient de libérer les campagnes du joug féodal, de rendre la terre aux paysans, de lutter contre les discriminations sociales et d'atténuer la domination patriarcale dans les familles. Dans certaines régions, l'alliance entre paysans et étudiants déborde la ligne politique du Dārg et conduit à des modes d'organisation et de contestation autonomes qui se retournent contre le pouvoir central militaire et son système jugé arbitraire. Les affrontements sanglants entre le pouvoir militaire et le monde scolaire et intellectuel font rapidement sombrer la révolution dans la terreur rouge (1976-1978). La révolution éthiopienne n'a de cesse de « dévorer... ses propres enfants⁴ ».

Durant la guerre d'indépendance algérienne, l'affirmation du FLN comme État, on l'a vu, se développe davantage en direction des populations algériennes réfugiées en Tunisie et au Maroc (à la fin de la guerre, elles représentent environ 300 000 personnes). En Tunisie, par exemple, le Gouvernement provisoire algérien crée des écoles ou des foyers pour les orphelins, initiatives auxquelles participe Frantz Fanon. À la frontière tunisienne, à une trentaine de kilomètres de la ville algérienne de Souk-Ahras, l'Armée de libération nationale (ALN) fonde même un « village socialiste » – *Dashrat al-mujāhid* (village du combattant) – à proximité d'une base de l'armée, destiné à accueillir des habitants d'un camp de concentration qui ont fui et

1. Ophélie Rillon, « Abolir la gérontocratie patriarcale ! Une révolution maoïste au Mali ? (1966-1968) », in Ludvine Bantigny, Fanny Bugnon et Fanny Gallot (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017, p. 67-76.

2. Céline Pauthier, *L'Indépendance ambiguë*, op. cit., p. 494.

3. Pierre Guidi, *Éduquer la nation en Éthiopie*, Rennes, PUR, 2020, p. 174-190.

4. René Lefort, *Éthiopie*, op. cit., p. 353.

franchi la frontière. Selon Saliha Djeflal, qui travaille alors comme infirmière dans l'ALN, grâce à l'aide des pays amis (notamment la Yougoslavie, la RDA et la Chine), les habitants étaient installés dans des huttes de terre sommaires mais plus confortables que les camps et se géraient eux-mêmes en désignant leur maire¹.

Parfois, les révolutions prennent aussi un tournant xénophobe. Dans le Rwanda en voie de décolonisation, la lutte contre les « féodo-monarchistes » est arrimée à une pensée raciale anti-Tutsi. Les militants pro-Hutu dénoncent les abus des « seigneurs Tutsi » et l'accès inégal à l'éducation, à la propriété foncière et aux emplois publics ; ils réclament une justice sociale sur critères raciaux et non de classe. « En l'espace de deux ans [1959-1961], ce qui aurait pu être une révolution sociale des petits contre les grands [se transforme] en une révolution raciale, celle des Hutu contre les Tutsi². » L'indépendance du Rwanda s'accompagne ainsi de massacres de Tutsi désormais considérés comme des envahisseurs étrangers ; et le projet de renversement des privilèges tutsi se mue en République à base ethnique³. Une dynamique similaire s'observe dans la Révolution zanzibarie de 1964 qui renverse la monarchie constitutionnelle issue de la décolonisation britannique et engendre le massacre de populations originaires de la péninsule Arabique, premières cibles des violences, et d'autres groupes désormais considérés comme étrangers par les « Africains noirs » : les Indiens et les Comoriens, qui sont alors discriminés ou chassés de force de l'archipel⁴. La lutte contre le féodalisme se retourne ainsi contre des populations jugées « non autochtones » et accusées de détenir les pouvoirs politique, économique et culturel. Le nouveau régime socialiste et raciste issu de la révolution met ensuite en place des réformes sociales de grande ampleur (réforme agraire, gratuité de l'éducation) en expropriant et en excluant une partie de la population.

Circulations militantes

Chaque événement révolutionnaire est ancré dans un espace national, porteur d'une histoire singulière, mais le monde des années 1960-1980 est aussi marqué par une intense circulation et de multiples

1. Natalya Vince, *Our Fighting Sisters. Nation, Memory and Gender in Algeria, 1954-2012*, Manchester, Manchester University Press, 2015.

2. Florent Piton, *Le Génocide des Tutsi du Rwanda*, Paris, La Découverte, 2018, p. 33-66.

3. Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, *Rwanda. Racisme et génocide. L'idéologie hamitique*, Paris, Belin, 2016, p. 125-164.

4. Jonathan Glassman, *War of Words, War of Stones. Racial Thought and Violence in Colonial Zanzibar*, Bloomington, Indiana University Press, 2011.

échanges culturels. Les militants révolutionnaires voient le monde au-delà de leurs seules frontières. Ils sont anti-impérialistes, panarabes et panafricains, le panarabisme et le panafricanisme n'excluant nullement le nationalisme. La révolution libyenne se veut ainsi anti-impérialiste – et le soutien aux Palestiniens est au cœur de cet anti-impérialisme –, panarabe et panafricaine, l'exemple de Nasser planant sur la révolution du 1^{er} Septembre. Ils ont aussi une grammaire commune : le socialisme (même si ce socialisme n'est pas le même pour tous). Les Officiers libres restent d'abord dans un flou idéologique nécessaire pour conserver leur cohésion alors qu'il y a parmi eux aussi bien des hommes proches des Frères musulmans (Nasser l'a été) que de l'organisation d'inspiration communiste Haditu (Mouvement démocratique pour la libération nationale). La révolution libyenne se veut en revanche dès l'origine socialiste, mais un socialisme qui récuse absolument l'athéisme du marxisme et qui puise aux sources de l'islam.

Au Dahomey, et à la différence des précédents militaires au pouvoir, Mathieu Kérékou tente de transformer le pays en l'orientant sur la voie du socialisme scientifique, conçu comme une sorte de programme de gouvernement. Trois temps forts concrétisent ce projet, soufflé au chef de l'État par un entourage d'anciens étudiants marxistes de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Kérékou prononce le 30 novembre 1972 un « discours programme de construction nationale » où il affirme la nécessité de « compter sur ses propres forces ». Compter sur ses propres forces signifie la rupture, en soi révolutionnaire, avec les anciennes puissances coloniales. Le 30 novembre 1974, il proclame le marxisme-léninisme idéologie officielle et le socialisme scientifique voie du développement économique. Enfin, un an plus tard exactement, le Dahomey devient République populaire du Bénin, et un parti unique marxiste-léniniste est créé, le Parti de la révolution populaire du Bénin (PRPB).

L'expérience sankariste présente certains points communs avec l'expérience béninoise, mais elle s'appuie plus que cette dernière sur une éthique et une morale de la dignité et de l'austérité prônées par celui qu'on a appelé le « président des pauvres ». Elle part d'un postulat fondamental : la nécessité, comme au Bénin, de compter sur ses propres forces, d'être autosuffisant, c'est-à-dire de produire et de consommer localement. Cela va de pair avec un refus de la dette, dont Sankara se fait le héraut, et la réduction drastique des dépenses de l'État qualifiée d'« auto-ajustement révolutionnaire » par opposition aux programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI¹.

1. Basile L. Guissou, « Le Burkina Faso au-delà de l'ajustement structurel », *Africa Development/Afrique et Développement*, vol. 21, n° 2/3, 1996, p. 159-183.

En Somalie, la révolution repose sur les mêmes trois piliers : la lutte contre la corruption – Siad Barré lui-même s’érigeant en modèle de rigueur –, le nationalisme – il fallait être autosuffisant et ne plus dépendre de l’étranger – et le socialisme scientifique – dont les concepts doivent être traduits en somali, ce qui ne va pas sans mal. Des camps de jeunesse paramilitaires ainsi que des cours d’éducation politique sont également mis en place. En Éthiopie, comme ailleurs, on cherche à adapter le vocabulaire révolutionnaire à la situation nationale. Le Därg lui-même est le théâtre de fractures idéologiques, de rivalités et de luttes de pouvoir. Les marxistes finissent par l’emporter et prônent un socialisme éthiopien (« *hābrätäsābawinet* » en amharique) que ne reniera pas l’homme dont le pouvoir sera bientôt sans partage : Mengistu Haïlé Mariam.

Cette omniprésence du socialisme, socialisme scientifique ou marxisme-léninisme, est bien la preuve des circulations des idées ou des concepts, de l’URSS, de la Chine, de Cuba ou de l’Europe vers l’Afrique, et réciproquement. Les éditions de Moscou, de Pékin ou de la Corée du Nord jouent leur rôle, tout comme les étudiants qui construisent des ponts entre (ex-)métropoles et (ex-)colonies. Certains événements, tels les « Mai » sénégalais et malgache, s’inscrivent dans le monde global des révolutions des « années 68 », avec parfois d’étranges similitudes d’un pays à l’autre, comme le désir de refondation de l’école ou de l’université.

Les voyages, et donc les lieux possibles de rencontres, sont alors nombreux. Ces rencontres sont parfois instituées sous forme de conférences ou de festivals, mais elles peuvent être aussi le fait du hasard dans des villes-carrefours qui abritent toutes sortes d’exils révolutionnaires. Toujours est-il que les circulations militantes sont alors intenses, productrices d’une grammaire commune de la révolution. Rappelons à titre d’exemple les circulations autour du FLN algérien qui, en pleine guerre, fournit un conseiller au Congolais Patrice Lumumba ou accueille, dès avant l’indépendance, dans ses bases militaires du Maroc, des leaders d’autres pays, notamment le Mozambicain Samora Machel ou le Sud-Africain Nelson Mandela pour y être formés militairement. Des objets culturels circulent également, à l’instar du film de l’Égyptien Youssef Chahine sorti en 1958 *Gamila al-Gaza’iriyya* (*Jamila l’Algérienne*, 1958, sur la militante du FLN Djamila Bouhired), qui connaît un vif succès dans tous les pays du Sud. Autour des indépendances se diffuse aussi dans certains pays une esthétique révolutionnaire d’inspiration militaire : jeunesse, lunettes de soleil et treillis mettant en valeur des corps de combattants mais aussi de combattantes.

L’une des difficultés à penser les révolutions africaines de façon globale tient au manque de travaux documentant les circulations révolutionnaires,

circulations des individus ou des idées et organisations à visée supranationale. La circulation est pourtant centrale dans la maturation des mouvements de libération et des mouvements politiques africains du xx^e siècle. En témoigne le rôle d'incubateur joué par différentes villes à différentes époques. Dès avant la Seconde Guerre mondiale se retrouvent à Paris des hommes qui deviendront des dirigeants nationalistes renommés : du Vietnamien Hô Chi Minh à l'Algérien Messali Hadj en passant par le Sénégalais Lamine Senghor. Mais, après la guerre, les diasporas africaines continuent de se retrouver dans la capitale française, où les étudiants notamment s'organisent en Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), qui fonctionne à la fois comme une association d'entraide, un syndicat, un parti et un mouvement social dont les indépendances n'ont pas interrompu les activités et dont les mots d'ordre demeurent la lutte contre le (néo)colonialisme – avec de virulentes critiques contre les régimes nés des indépendances – et le soutien aux luttes pour les indépendances dans les colonies portugaises. L'organisation fait alors résonner les mouvements révolutionnaires du monde entier, se tournant aussi bien vers l'aventure de « Che » Guevara que vers la guerre du Vietnam pour penser l'Afrique.

D'autres militants se retrouvent également dans des villes du bloc de l'Est, à Moscou ou à Prague, où ils ont la possibilité d'échanger et de faire circuler leurs expériences. Le Marocain Mehdi Ben Barka ou le Mozambicain Eduardo Mondlane obtiennent ainsi le soutien de Moscou. À partir de la conférence de Bandung en 1955, des étudiants africains se retrouvent aussi dans la capitale soviétique ou à Pékin. Ils y œuvrent, parfois de façon houleuse, à l'instar des étudiants algériens, à négocier le soutien soviétique à leurs révolutions en cours. En 1962, une Fédération des étudiants africains en Union soviétique (FEAUS) est créée. À partir d'une base d'organisations nationales (comme c'est le cas de la FEANF), son but est la participation à la « lutte des peuples africains, contre le colonialisme, le néocolonialisme et l'impérialisme, pour la libération et l'unité des peuples africains ». Dans le sillage de Bandung se tient à Cuba, en 1966, la Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, connue sous le nom de « Tricontinentale », réunissant des délégations gouvernementales du « tiers monde », des mouvements de libération armés (d'Afrique portugaise) et des partis d'opposition (marocain, notamment).

Tous les lieux de rencontres ne sont pas situés hors d'Afrique, et le continent sert également de base arrière ou de référent à des mouvements révolutionnaires extra-africains. Dès 1963, Ernesto « Che » Guevara se rend en Algérie pour appuyer l'indépendance et l'expérience autogestionnaire que

connaît le pays. Il reste plus longuement à Alger à partir de 1965, alors que la ville sert de refuge à des indépendantistes et révolutionnaires de différents pays. Il mise un temps sur le potentiel révolutionnaire de l'Afrique, non seulement en y visitant plusieurs pays mais aussi en organisant en 1965 un maquis au Congo-Kinshasa. Cette expérience est d'ailleurs, de l'avis même du Che, un échec¹.

Plusieurs grands festivals permettent, à intervalles irréguliers, des rencontres et des échanges entre représentants de différents pays. À Bamako, au Mali, est organisé dès 1958 le Festival de la jeunesse africaine, en pleine campagne référendaire opposant les partisans de l'indépendance immédiate et ceux de l'intégration à la Communauté française. L'année suivante, des militantes d'Afrique de l'Ouest francophone organisent dans la même ville un Congrès articulant luttes féminines, anticolonialisme et panafricanisme. Après le Congrès des écrivains et artistes noirs de Rome, en 1959, émerge le projet de festival du monde noir, en parallèle avec le mouvement de la Négritude, promu par Léopold Sédar Senghor. Il se tient finalement à Dakar en 1966 et est inauguré par André Malraux, ce qui provoque des critiques acerbes à l'égard de l'influence française. Par ailleurs, la revue marocaine *Souffles* lui reproche d'ignorer l'Afrique du Nord. En 1969, c'est à Alger qu'est organisé un « Panaf », un festival panafricain de la culture mettant en avant l'unité du continent, les mouvements de libération et le non-alignement². Cinq ans plus tard, le président Mobutu instrumentalise les codes de la révolution africaine en organisant le festival Zaïre74 autour de l'idée d'authenticité africaine. L'événement emprunte aux différentes manifestations précédentes et est marqué par le mythique *Rumble in the Jungle*, le combat de boxe opposant Muhammad Ali à George Foreman. Enfin, dans le Nigéria du boom économique, se tient en 1977 le festival le plus grandiose, plusieurs fois repoussé à cause de la guerre du Biafra et de dissensions avec le Sénégal³.

Ces festivals sont néanmoins différents les uns des autres et parfois opposés. Ainsi le Panaf de 1969 se présente-t-il comme une critique du festival de Dakar de 1966. C'est aussi lui qui incarne le mieux le caractère de « Mecque des révolutionnaires » acquis par Alger, selon l'expression d'Amílcar Cabral. Cette attractivité de l'Algérie est toutefois plus ancienne.

1. Ernesto « Che » Guevara, *Journal du Congo*, Paris, Fayard, 2009.

2. Malika Rahal, « Il était une fois... 21 juillet 1969, ouverture du premier festival culturel panafricain à Alger », *L'Humanité dimanche*, 10 juillet 2019, p. 76-81.

3. Dominique Malaquais *et al.*, « Panafest : une archive en devenir », in *Archive (re)mix. Vues d'Afrique*, Rennes, PUR, 2015, p. 209-228.

On l'a vu, Nelson Mandela est formé militairement sur une base du FLN au Maroc, en compagnie de l'Angolais Mario de Andrade, durant la guerre d'indépendance.

En 1969, au moment du Panaf, la plupart des pays africains sont devenus indépendants : la Libye, le Maroc, la Tunisie dans les années 1950 ; puis une quinzaine de pays, du Mali au Nigéria et au Congo, en 1960. L'Algérie acquiert son indépendance en 1962, comme le Rwanda et le Burundi, suivie par le Kénia en 1963, le Botswana en 1966 et la Guinée équatoriale en 1968. Mais le Mozambique, l'Angola et la Guinée Bissau demeurent quant à eux des colonies portugaises. La lutte pour les indépendances fait donc toujours rage, et ce processus encore inachevé confère au festival sa dimension existentielle et son esthétique combattante. L'Organisation de l'Unité africaine (OUA), fondée en 1963, a organisé cet événement ouvert aux pays membres, aux mouvements de libération et aux hommes et femmes de culture, et chargé l'Algérie de l'organiser. Durant une quinzaine de jours, des délégations de pays indépendants et les délégations de mouvements de libération s'y côtoient. Leurs réseaux débordent la géographie du continent puisqu'on y retrouve aussi le Black Panther Party ou le Fatah palestinien. Certains groupes combattants en lutte envoient des troupes de danseurs et danseuses directement depuis leurs maquis. Toutefois, la présence de certains de ces groupes est plus durable : ils se dotent à Alger d'un bureau permanent, signe d'un soutien matériel et symbolique du pays.

Au-delà des festivals, Alger, Accra, Brazzaville, Le Caire, Conakry, Dar es Salaam et Nairobi constituent autant de villes-carrefours et de capitales révolutionnaires où se mélangent des combattants du monde entier, des penseurs, des militants rêvant à un monde meilleur, et où s'expérimente au quotidien un autre ordre sociopolitique¹. Ces circulations révèlent également l'influence des révolutions africaines sur le reste du monde. Lorsque le militant états-unien des droits civiques Bayard Rustin fréquente les militants ghanéens ou nigériens², lorsque Michel Raptis (*alias* Pablo) considère l'Algérie de 1962 comme une expérience autogestionnaire fondatrice de sa théorie³, ou que le militant du Black Panther Party Stokely Carmichael s'installe en Guinée à partir de 1968, ce sont autant de courants ou de mouvements qui, dans le monde, sont influencés par les révolutions africaines. Pour autant, les révolu-

1. Jeffrey S. Ahlman, « Road to Ghana: Nkrumah, Southern Africa and the eclipse of a decolonizing Africa », *Kronos*, vol. 37, n° 1, 2011, p. 23-40 ; Eric Burton, « Hubs of decolonization: African liberation movements and Eastern connections in Cairo, Accra and Dar es Salaam », in Lena Dallywater et al. (dir.), *Southern African Liberation Movements and the Global Cold*, Berlin/Boston, De Gruyter/Oldenbourg, 2019, p. 25-56.

2. John D'Emilio, *Lost Prophet. The Life and Times of Bayard Rustin*, New York, Free Press, 2003.

3. Michel Raptis, *Le Dossier de l'autogestion en Algérie, Autogestion. Études, débats, documents*, n° 3, 1967.

tions africaines ne sont pas épargnées par l'« aporie révolutionnaire¹ », qui voit parfois les États indépendants réduire drastiquement les possibles qu'ils venaient pourtant d'ouvrir.

Toutes ces révolutions africaines ont un commun dénominateur : elles ont provoqué de profondes ruptures politiques et sociales, porteuses de réformes parfois radicales, des ruptures avec un ordre ancien marqué par un ethos inégalitaire particulièrement délétère. Les sociétés africaines avaient en effet connu la dichotomie colonisateurs/colonisés, génératrice de traumatismes collectifs qui nécessitaient, pour être guéris, rien de moins que des révolutions : révolutions des indépendances ou, quand celles-ci semblaient fragiles ou inachevées, quêtes d'une véritable indépendance. Ces révolutions, quels qu'en aient été les résultats ultérieurs, ont marqué un retour à la dignité, une catharsis collective. Elles ont été nationalistes et internationalistes, violentes et populaires, initiées par des syndicats, des étudiants ou des militaires, elles ont emprunté ou se sont nourries aux répertoires alternatifs disponibles, comme le socialisme, qu'il ait été brandi comme un étendard ou ait servi de mot d'ordre alternatif à cet ordre libéral qui était celui des anciennes puissances coloniales. Elles ont contribué à inscrire l'Afrique dans un monde global et à lui faire jouer sa partition au sein de la guerre froide. Et elles engendrent encore bien des nostalgies.

Bibliographie

- Tewfik Aclimandos, « Regard rétrospectif sur la révolution égyptienne, ou le 23 juillet 1952 », *ÉGYPTE monde arabe*, vol. 4-5, n° 1-2, 2001, p. 1-24.
- Françoise Blum, *Révolutions africaines. Congo-Sénégal-Madagascar*, Rennes, PUR, 2014.
- Lena Dallywater et al. (dir.), *Southern African Liberation Movements and the Global Cold*, Berlin/Boston, De Gruyter/Oldenbourg, 2019.
- Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo (dir.), *Le NON de la Guinée*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Odile Goerg, Jean-Luc Martineau et Didier Nativel (dir.), *Les Indépendances en Afrique. L'événement et ses mémoires, 1957/1960-2010*, Rennes, PUR, 2019.

1. Étienne Tassin, « La triple aporie révolutionnaire », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique*, n° 18, novembre 2018, p. 17-23 ; James McDougall, « The fetishism of identity: Empire, nation and the politics of subjectivity in Algeria », in John Chalcraft et Yaseen Noorani (dir.), *Counterhegemony in the Colony and Postcolony*, Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 49-71.

- René Lefort, *Éthiopie. La révolution hérétique*, Paris, Maspero, 1981.
- Dominique Malaquais *et al.*, « Panafest. Une archive en devenir », in *Archive (re)mix. Vues d'Afrique*, Rennes, PUR, 2015, p. 209-228, (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01513118>).
- Malika Rahal, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, Paris, La Découverte, 2022.
- Ophélie Rillon, « Abolir la gérontocratie patriarcale ! Lefort (1966-1968) », in Ludivine Bantigny, Fanny Bugnon et Fanny Gallot (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017, p. 67-76.
- Ronald Bruce St John, *Libya. From Colony to Revolution*, Londres, Oneworld Publications, 2008.
- Elena Vezzadini, *Lost Nationalism. Revolution, Memory and Anti-colonial Resistance in Sudan*, Melton, James Currey, 2015.

AFRICA UNITE ! BRÈVE HISTOIRE DU PANAFRICANISME

Amzat Boukari-Yabara

Mouvement de résistance et de libération né parmi les Africains déportés en esclavage par la traite transatlantique, somme des survivances culturelles africaines et doctrine d'unité politique continentale, le panafricanisme a connu plusieurs cycles qui donnent à l'histoire de l'Afrique une dimension globale et révolutionnaire.

HAÏTI, LIBÉRIA, ÉTHIOPIE. RÉVOLUTION, RETOUR ET RÉSISTANCES (1804-1900)

En août 1791, dans la colonie française de Saint-Domingue, des Africains esclavagisés menés par Toussaint Louverture profitent des divisions entre les colons royalistes et révolutionnaires, puis des rivalités entre Français, Anglais et Espagnols, pour imposer l'abolition de l'esclavage, avant d'arracher leur indépendance le 1^{er} janvier 1804 sous la direction de Jean-Jacques Dessalines qui défait les troupes de Napoléon venues rétablir l'esclavage.

Unique État moderne issu d'une révolution anti-esclavagiste, la République d'Haïti se veut terre d'asile et soutien des luttes indépendantistes, comme celle menée par Simón Bolívar pour libérer la Grande-Colombie. Contraint par la France à payer une dette néocoloniale, ostracisé par les États-Unis qui préfèrent encourager l'émigration des Noirs libres vers le Libéria devenu indépendant en 1847, Haïti produit des figures qui comprennent vite que leur sort est lié à celui de l'Afrique.

C'est le cas du diplomate Anténor Firmin qui, dans *De l'égalité des races humaines* en 1885, réfute les thèses racistes de Gobineau ainsi que le « devoir de civiliser les races inférieures » plaidé la même année par Jules Ferry. Quant au journaliste Bénito Sylvain, qui se rend à Addis-Abeba pour rencontrer Ménélik II victorieux des Italiens à Adwa en 1896, il invite Haïti, l'Éthiopie et le Libéria à s'unir pour défendre la souveraineté des Africains du monde entier.

En parallèle, une élite africaine se lie aux réseaux des éducatrices et des missionnaires noirs américains, ainsi qu'aux milliers de Noirs revenus en Afrique, notamment au Libéria

d'où Edward Blyden souhaite réunir tous les peuples ouest-africains sous une même nationalité et réformer l'éducation afin de promouvoir une « personnalité africaine » et un « socialisme coopératif africain » garant d'une « Afrique aux Africains ».

DU BOIS, GARVEY, NKRUMAH. RAMENER LE PANAFRICANISME EN AFRIQUE (1900-1963)

En juillet 1900, après des échanges avec Bénito Sylvain, le juriste trinitadien Henry Sylvester-Williams réunit à Londres une cinquantaine de délégués africains, caribéens et noirs américains. Rédigé par l'historien afro-américain W.E.B. Du Bois, le communiqué de la première conférence panafricaine dénonce la colonisation et la ségrégation. Principal animateur des quatre congrès panafricains qui sont ensuite organisés entre 1919 et 1927, Du Bois estime que le développement d'une élite noire américaine abolira la ségrégation raciale ainsi que l'ordre colonial international dont les États-Unis sont à la fois le leader et le reflet.

Sa vision est contestée par le Jamaïcain Marcus Garvey dont l'organisation, l'UNIA (Universal Negro Improvement Association), installée à Harlem, revendique six millions de membres dans le monde entier. Figure charismatique, Garvey prône la fierté raciale, l'autodétermination et le retour en Afrique des peuples noirs.

Emprisonné puis expulsé vers la Jamaïque avant de mourir à Londres en 1940, la postérité de Marcus Garvey doit autant à Amy Ashwood, sa première épouse qui cofonde avec lui l'UNIA avant de le quitter pour aller marraîner plusieurs structures de femmes ou de jeunes comme l'Union des étudiants ouest-africains (WASU) à Londres, qu'à sa seconde épouse Amy Jacques. Celle-ci édite *Philosophy and Opinions of Marcus Garvey*, publié en volumes au milieu des années 1920, dont la lecture marque le futur leader ghanéen Kwame Nkrumah, étudiant aux États-Unis de 1935 à 1945.

Des partisans de Garvey reprennent également l'une de ses déclarations pour créer le mouvement rastafari qui divinise l'empereur d'Éthiopie couronné en 1930 sous le nom de Haïlé Sélassié. Enfin, des marins, des artistes, des soldats et des travailleurs noirs qui diffusent dans les colonies des idées garveyistes jugées subversives par les puissances occidentales sont au cœur d'un « internationalisme noir », terme forgé par l'écrivaine martiniquaise Jeanne Nardal, fondatrice du courant politico-culturel de la négritude. L'agression de l'Éthiopie par l'Italie de Mussolini en 1935 mobilise une nouvelle génération de militants. L'un d'eux, George Padmore, ancien responsable du Bureau nègre du Komintern, organise en octobre 1945 à Manchester avec Nkrumah le cinquième congrès panafricain qui appelle les travailleurs et les intellectuels africains à s'unir contre le capitalisme et le colonialisme afin d'arracher l'indépendance.

Rejetée par les élus africains français que Nkrumah rencontre peu après à Paris, cette ligne radicale trouve en revanche un écho dans le réseau littéraire de Présence africaine fondé en 1947 par Christiane Yandé et Alioune Diop, ainsi qu'au sein de la Fédération

des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) qui soutiendra notamment les nationalistes algériens et camerounais en guerre contre la France.

Rentré dans son pays pour se battre contre le colonialisme, Nkrumah annonce le 6 mars 1957 à Accra, que « l'indépendance du Ghana n'est rien si elle n'est pas liée à la libération totale du continent africain ». Plaçant l'étoile noire de Garvey sur le drapeau ghanéen, invitant Du Bois à finir sa vie à Accra en 1963, Nkrumah reçoit également Martin Luther King puis Malcolm X afin d'internationaliser la question noire américaine. Défiant la Françafrique – dont le voisin ivoirien Félix Houphouët-Boigny est une figure de proue – en soutenant les partis anticolonialistes ou réalisant une union avec la Guinée de Sékou Touré en octobre 1958, Nkrumah fait du Ghana la plateforme du panafricanisme.

Ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République d'Algérie (GPRA) au Ghana, le psychiatre martiniquais Frantz Fanon profite ainsi de la conférence panafricaine des peuples à Accra en décembre 1958 pour rencontrer le Camerounais Félix Moumié et le Congolais Patrice Lumumba, qui seront l'un et l'autre assassinés deux ans plus tard. Conscient que « le grand danger qui menace l'Afrique est l'absence d'idéologie », Fanon, qui rêve de construire l'unité africaine par la lutte armée, publie juste avant de mourir *Les Damnés de la terre* (1961), livre culte des révolutionnaires du tiers monde.

RÉVOLUTIONS PANAFRICAINES INACHEVÉES (1963-2021)

Le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, Kwame Nkrumah distribue à ses pairs son dernier ouvrage. *L'Afrique doit s'unir* invite à créer l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur la base d'un gouvernement continental unifié autour d'une souveraineté militaire, monétaire et diplomatique africaine afin de constituer un grand ensemble géopolitique mettant fin aux ingérences néocoloniales. Le projet est rejeté par des dirigeants qui votent ensuite l'intangibilité des frontières coloniales et la non-ingérence dans les affaires intérieures, sacrifiant ainsi l'idée même du panafricanisme sur l'autel de la construction d'États-nations autoritaires.

Le flambeau du panafricanisme révolutionnaire est repris par les mouvements de libération qui disposent d'un comité au sein de l'OUA. C'est le cas du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) en guerre contre le colonialisme portugais soutenu par l'OTAN. Son leader, l'ingénieur agronome Amílcar Cabral, appelle les forces progressistes des pays occidentaux à combattre le néocolonialisme de leur gouvernement respectif. Intellectuel organique proche du peuple, convaincu que « la lutte de libération est avant tout un acte de culture », Cabral somme la petite bourgeoisie africaine de choisir entre « trahir la révolution ou se suicider comme classe ».

Loin de la construction intellectuelle de Du Bois ou de l'hypothétique projet de retour et de solidarité raciale de Garvey, le panafricanisme devient un réseau de luttes. L'Algérie, que Cabral présente comme la « Mecque des révolutionnaires », forme militairement Nelson Mandela et les premiers militants anti-apartheid, ou réunit lors du Festival panafricain de juillet 1969 des membres du parti des Black Panthers et du Fatah palestinien. Présentée par l'écrivain kenyan Ngugi Wa Thiong'o comme « le hub révolutionnaire de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique et du tiers monde en général », la Tanzanie de Julius Nyerere accueille le comité de libération de l'OUA et des intellectuels engagés comme l'historien Walter Rodney viennent y enseigner.

Toutefois, le sixième congrès panafricain organisé en juin 1974 en Tanzanie marque une rupture. Utilisant leur présence à l'OUA comme caution de leur « panafricanisme », des régimes africains réactionnaires accusent les organisations militantes de la diaspora de porter la voix des opposants. Quant aux organisations afro-américaines, elles se divisent entre des nationalistes qui privilégient une lutte raciale et des marxistes qui veulent intégrer les mouvements noirs dans la lutte anticapitaliste globale.

Le panafricanisme connaît une dernière expérience révolutionnaire quand Thomas Sankara prend le pouvoir en août 1983 en Haute-Volta. Le pays rebaptisé Burkina Faso (pays des hommes intègres) est également surnommé « tombeau de l'impérialisme » tant Sankara houspille le néocolonialisme et prône une politique économique, écologique et sociale audacieuse, mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.

Assassiné le 15 octobre 1987, Sankara est devenu une véritable icône révolutionnaire panafricaniste dans le cadre des mobilisations populaires qui ont lieu dans les années et décennies suivantes autour de revendications aussi élémentaires que l'accès à l'eau, l'électricité, la santé, l'éducation, ou le respect de la dignité humaine, la souveraineté et les libertés publiques. Autant de thèmes portés depuis des décennies par les luttes panafricanistes et qui mobilisent toujours les organisations de jeunes et de femmes, les collectifs d'artistes et d'intellectuels, les mouvements sociaux et paysans à travers le continent africain.

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS AFRICAINS EN UNION SOVIÉTIQUE

Constantin Katsakioris

En quête d'un appui contre le colonialisme et l'oppression raciale, inspirés qui plus est par le projet des bolchéviques, des militants africains et afro-américains se rendirent dès l'entre-deux-guerres en URSS ; ils reçurent une formation idéologique et politique à l'École internationale de Lénine et au sein de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV). Parmi eux se trouvait le Ghanéen Bankole Awoonor-Renner, le secrétaire général du Parti communiste de l'Afrique du Sud Moses Kotane, le premier président du Kenya Jomo Kenyatta, ainsi que le communiste trinitadien George Padmore, qui établit un vaste réseau panafricain et servit de cadre à l'Internationale syndicale rouge (Profintern), elle-même branche de l'Internationale communiste (Komintern). Si Padmore rompit avec Moscou dans les années 1930, sans pour autant renier les mérites du système soviétique, Kotane et Awoonor-Renner restèrent longtemps fidèles aux idéaux communistes. Tous ces militants jouèrent un rôle majeur dans le mouvement anticolonialiste et panafricain. La décolonisation et le changement de la politique internationale de l'URSS après la mort de Staline ouvrirent une nouvelle ère dans les relations avec l'Afrique. Engagée dans « la conquête des cœurs et des esprits » dans le contexte de la guerre froide, l'URSS créa l'Université Patrice Lumumba à Moscou en 1960 et offrit des milliers de bourses aux étudiants africains, asiatiques et latino-américains pour étudier dans cet établissement mais également dans d'autres universités. En 1964, il y avait déjà 2 787 étudiants originaires d'Afrique subsaharienne en Union soviétique et 2 837 en Europe de l'Est. Si, pour la majorité, ils venaient de pays engagés dans une voie socialiste, tels le Ghana, le Mali ou la Guinée, il y avait également de nombreux ressortissants de tous les pays indépendants, coloniaux (Guinée-Bissau, Angola, Mozambique) et sous régimes blancs minoritaires (Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe). Contrairement à la France, à la Grande-Bretagne et au Portugal, où les étudiants africains venaient presque exclusivement de leurs empires respectifs, ils étaient beaucoup plus mélangés à Moscou ou à Kiev : un Malien pouvait suivre des cours avec des Kényans et un Angolais partager une chambre avec des Somaliens.

C'est dans ce contexte qu'en 1962 fut créée la Fédération des étudiants africains en Union soviétique (FEAUS), d'après son premier statut rédigé en français. Si la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) était un syndicat d'étudiants francophones, la West African Students' Union à Londres l'équivalent anglophone et l'União geral dos estudantes da África Negra sob dominação colonial portuguesa (UGEAN) le syndicat lusophone, la FEAUS était la première organisation estudiantine véritablement panafricaine dans le sens continental que le terme acquit avec la décolonisation. Se situant dans la tradition du « syndicalisme révolutionnaire », son objectif principal était d'unir les Africains et son idéologie était le communisme.

Deux organisations précédèrent la création de la FEAUS : l'Union des étudiants d'Afrique noire, fondée à Moscou en 1958 par les premiers étudiants de l'Afrique subsaharienne, et la Fédération pour la défense des droits des Noirs, établie à Kiev en 1961 et dirigée par l'ancien secrétaire de la FEANF, Ibrahima Konaté. Leurs protestations contre la politique soviétique et le racisme en URSS et leur refus d'intégrer les Africains du Nord suscitèrent la réaction des Soviétiques, qui appuyèrent de tout leur poids un groupe d'étudiants communistes ou amis de l'URSS. Ces derniers, qui venaient aussi bien de l'Afrique subsaharienne et que de l'Afrique du Nord, fondèrent la FEAUS en mars 1962. La FEAUS entendait engager les étudiants africains dans la « lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme, l'impérialisme, pour la libération et l'unité des peuples d'Afrique », mais aussi « étudier l'histoire et la culture et défendre la personnalité et l'honneur de l'Afrique » et « combattre la discrimination raciale, l'arme des impérialistes », ainsi que les « préjugés religieux ». Sur le plan international, elle soutenait la politique soviétique pour la coexistence pacifique avec l'Occident. Militant de l'Union des populations du Cameroun (UPC), Pierre Tchapyéyou en fut le premier dirigeant, tandis que le Dahoméen Léopold Agboton, ancien étudiant en France qui avait représenté la FEANF aux États-Unis et en Chine et rencontré Mao Zedong, fut élu membre du comité exécutif.

La légitimité de la FEAUS fut pourtant limitée du fait de son alignement sur l'URSS et de sa fondation sans congrès. Nombre d'organisations nationales critiquèrent ses dirigeants et exigèrent l'organisation d'un congrès démocratique. Celui-ci eut finalement lieu en octobre 1963. Il porta au pouvoir le Kényan Murwa Mufwoko (secrétaire général) et le Nigérian Okolie Obieme (vice-secrétaire général) soutenus par Agboton et une coalition d'organisations maoïstes francophones et lusophones. Le triomphe des maoïstes à Moscou en plein conflit sino-soviétique constituait un défi, de même que leur activité antisoviétique et leurs protestations antiracistes. Obieme et Agboton furent alors expulsés d'URSS, tandis que les Guinéens, qui s'étaient opposés aussi bien à l'URSS qu'à Amílcar Cabral, furent jugés et punis par le parti (PAIGC). Ces évolutions et l'engagement des organisations nord-africaines firent pencher la balance en faveur du camp prosoviétique lors du II^e Congrès de la FEAUS qui se tint en janvier 1965. Le

Marocain Abdelmalek Jeddaoui devint le nouveau secrétaire général pour laisser très vite la place à l'Ougandais Ali Picho. L'agitation maoïste perdura, mais Picho, étudiant en droit à l'université Lomonossov, dirigea la FEAUS avec habileté. De plus, il réussit à se faire élire président de l'Union des étudiants africains en Europe contre le bloc de la FEANF. Tenu en février 1967 lors du cinquantenaire de la révolution d'Octobre, le III^e Congrès de la FEAUS rendit hommage à la révolution et replaça le destin de l'Afrique dans le sillage historique de 1917.

Prévu pour janvier 1968, puis reporté en février, le IV^e Congrès n'eut finalement jamais lieu. Un cycle politique se terminait et la FEAUS venait de disparaître. Picho rentra en Ouganda pour devenir conseiller du président Milton Obote, alors que celui-ci entamait son « virage à gauche ». Il perdit la vie en septembre 1972 dans une bataille entre les partisans d'Obote et les troupes du dictateur Idi Amin Dada. D'autres syndicalistes maoïstes ou prosoviétiques rentrèrent en Afrique et s'engagèrent dans des mouvements anticolonialistes et socialistes en Angola, au Zanzibar, en Haute-Volta et ailleurs. Ce ne fut pas le cas pour Pierre Tchapyéyou, le premier dirigeant de la FEAUS. Celui-ci émigra en France et travailla pour Boris Souvarine, le militant antistalinien et éditeur de la revue anticomuniste *Est et Ouest*. Tchapyéyou voyageait en URSS en tant que touriste pour apporter à Souvarine du matériel sur les dissidents au régime communiste. Les causes de la disparition de la FEAUS sont multiples. La faillite des socialismes africains (Ghana, Mali, Guinée) et la défaite des mouvements marxistes (Cameroun, Niger, Zanzibar) jouèrent un rôle majeur. Les conflits ethniques parmi les ressortissants kényans ou nigériens lors de la guerre du Biafra (1967-1970), voire nationaux entre Somaliens et ressortissants de pays voisins, sapèrent aussi l'unité panafricaine. Mais le facteur décisif était l'ingérence des Soviétiques et plus encore celle des gouvernements africains. De l'interdiction de l'activité politique à la sélection, la surveillance et la punition des étudiants, ces derniers utilisaient tous les moyens pour les contrôler et empêcher leur activité politique dans toute organisation indépendante y compris panafricaine. Malgré les conflits, la désillusion et les obstacles, la FEAUS constitua une organisation dynamique, démocratique et autonome jusqu'à sa disparition en 1968. Elle fut la première dans l'histoire de l'Afrique et de sa diaspora à réunir des étudiants venus de l'ensemble du continent, apaisant les disputes et les conflits et encourageant le dialogue sur les problèmes africains et internationaux. Elle servit de pépinière à toute une série de militants, intellectuels et futurs dirigeants politiques africains. Enfin, le fameux aphorisme « Envoyez vos étudiants à Paris et ils reviennent communistes. Envoyez-les à Moscou et ils reviennent capitalistes » attribué à Léopold Sédar Senghor et à Félix Houphouët-Boigny ne passa pas le test de la FEAUS. Prosoviétiques ou maoïstes, les étudiants étaient à la fois panafricanistes et communistes et beaucoup d'entre eux demeurèrent longtemps fidèles à leurs idéaux.

RÉVOLUTIONS PASSIVES DÉMOCRATIQUES ET RÉVOLTES CIVILIS. AFRIQUE, 1990-2010

Richard Banégas

Dans le sillage des « Printemps arabes », les sociétés d'Afrique subsaharienne ont connu, dans les années 2010, un fort regain des luttes pro-démocratiques, certaines conduisant à un renversement révolutionnaire des pouvoirs établis comme ce fut le cas au Burkina Faso en 2014 et au Soudan en 2019. Le fait le plus marquant est l'apparition, depuis 2011, de nouveaux mouvements citoyens, tels « Y en a marre » au Sénégal, le « Balai citoyen » au Burkina Faso, la plateforme « Ça suffit » au Tchad, le FNDC en Guinée, « Filimbi » et « La Lucha » en République démocratique du Congo, ou encore les diverses composantes de la coalition « Tournons la page¹ » au Niger et ailleurs.

Ces mouvements constituent des OPNI (objets politiques non identifiés) au regard des théories classiques des révolutions : prônant un révolutionnarisme démocratique inspiré par les grandes figures de la lutte anti-impérialiste comme Thomas Sankara ou Patrice Lumumba, ils se coalisent avec les partis d'opposition pour défendre l'État de droit, contrer les manipulations électorales et exiger le respect des règles constitutionnelles, au premier rang desquelles la limitation du nombre de mandats présidentiels, devenue en quelques années un puissant motif de convergence des luttes.

La justice sociale, la redistribution des rentes et la lutte contre la corruption alimentent ces mobilisations prodémocratiques, mais l'articulation entre question sociale et défense des droits politiques ne fonctionne pas partout. Enfin, ces mouvements qui promeuvent en majorité l'action pacifique versent, selon les circonstances, dans une citoyenneté insurrectionnelle qui interroge les catégories établies de la théorie révolutionnaire.

Plus de vingt ans après les premières transitions vers le pluralisme, une nouvelle vague de révoltes civiles se dessine en tout cas au sud du Sahara, portée par une conjonc-

1. Créée en octobre 2014, « Tournons la page » est une coalition de mouvements citoyens regroupant, en dix fédérations, plus de deux-cent-quarante organisations de la société civile sur le continent africain, principalement en Afrique francophone.

ture globale favorable – celle des « révolutions de couleur 2.0 » – et de nouveaux réseaux militants transnationaux, très connectés grâce aux réseaux sociaux. Mettre en relation les transitions des années 1989-1990 et les mobilisations civiques post-2010 permet de réfléchir à la circulation des registres et des formes de la contestation, aux logiques d'extraversion des mobilisations révolutionnaires¹, mais aussi aux historicités propres des sociétés africaines souvent analysées à travers le « paradigme du joug² » qui, ici comme ailleurs, permettent de mieux comprendre les ressorts et l'issue de ces mobilisations. On essaiera, ce faisant, de mieux situer ce néo-révolutionnarisme civique dans l'histoire comparée des révolutions.

L'ÉCHEC DES PREMIÈRES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES

Au tournant des années 1990, l'Afrique semblait prendre part à la nouvelle vague de démocratisation postérieure à la fin de la guerre froide. Nombre d'observateurs considéraient alors que ce changement était « conduit essentiellement depuis l'extérieur du continent³ ». Qu'elles mettent l'accent sur les nouvelles conditionnalités de l'aide internationale (plans d'ajustement structurel ou discours de « La Baule » de 1990 qui pour la première fois subordonnait formellement l'aide bilatérale française au respect des normes démocratiques), le relâchement des contraintes stratégiques post-guerre froide, l'« effet domino » des transitions d'Europe de l'Est ou la diffusion d'un « temps mondial » de la démocratie de marché, ces premières analyses négligeaient l'entrelacs des « dynamiques du dedans et du dehors⁴ », en se focalisant prioritairement sur les secondes. Par la suite, les variables endogènes aux sociétés africaines ont été réévaluées, suivant en cela un mouvement inverse aux études menées en Europe ou en Amérique latine.

Pionnier de ces premières transitions africaines, le Bénin illustre bien ces tendances. Dans ce petit pays du golfe de Guinée sans enjeu stratégique, il semblait acquis que les réformes avaient été plus ou moins dictées par la France et le Fonds monétaire international (FMI) à un régime en faillite ayant perdu le soutien de ses alliés socialistes et occidentaux. La coïncidence chronologique de l'effondrement des régimes

1. Suite aux travaux de Jean-François Bayart, la notion d'extraversion s'est diffusée dans la littérature académique pour penser l'insertion internationale non plus seulement des économies africaines mais aussi des États et de leurs élites (voir Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 [rééd. 2006] et « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5, 1999, p. 97-120). Mobilisée pour sortir du « paradigme du joug » induit par la perspective néomarxiste des théories de la dépendance et restaurer la part d'action de ces élites, le paradigme de l'extraversion s'est étendu à l'étude des mobilisations collectives, glissant parfois dans un biais instrumentaliste des « ressources de l'international » favorables ou opposées aux causes révolutionnaires (Marie-Emmanuelle Pommerolle et Johanna Siméant, *Un autre monde à Nairobi. Le Forum social mondial, entre extraversions et causes africaines*, Paris, Karthala, 2008).

2. Jean-François Bayart, *L'État en Afrique*, op. cit.

3. Barry Munslow, « Democratization in Africa », *Parliamentary Affairs*, n° 46, 1993, p. 483.

4. Georges Balandier, *Sens et puissance*, Paris, PUF, 1971 [rééd. 1986].

béninois et est-européens a pu donner l'impression d'une causalité entre les deux phénomènes. La décision, par le président Mathieu Kérékou, d'abandonner toute référence au marxisme-léninisme ne fut-elle pas prise moins d'un mois après la chute du mur de Berlin ? En réalité, en 1989, la rhétorique révolutionnaire du régime Kérékou n'était guère plus qu'un « laxisme-béninisme » et ses mutations idéologiques étaient antérieures à la Perestroïka. Le processus de transition béninois a moins obéi à la conjoncture internationale qu'à sa propre temporalité et à la contingence de puissantes mobilisations multisectorielles¹. Bien sûr, par la radio, chacun était au courant de ce qui se passait dans le monde. Mais, dans la plupart des récits sur les manifestations de 1989-1990, il est peu fait allusion à un catalyseur externe qui aurait donné le « signal » des mobilisations collectives. Le seul ouvrage relatant les mouvements de grève de 1989 ne mentionne jamais les transitions de l'Est mais prend plutôt comme moment de référence les mobilisations étudiantes de 1985².

La commémoration du bicentenaire de la Révolution française a-t-elle été plus influente dans la transition démocratique béninoise et l'invention du modèle des « conférences nationales souveraines » qui, après celle de Cotonou, ont été mises en œuvre dans une douzaine de pays subsahariens francophones ? Le modèle des « états généraux » de 1989 a certes été évoqué dans la préparation de l'événement (recueil de « lettres de doléances ») et dans la déclaration de souveraineté de cette assemblée des « forces vives de la nation ». Certains acteurs ont même considéré que « la Révolution française et celle du peuple béninois [...] avaient le même but ou presque : "A bas les privilèges"³ ». Mais, au Bénin comme ailleurs⁴, l'écho historique du moment révolutionnaire français a été très largement surévalué, les références locales (conférence des cadres de 1979 et symbolique de l'ancien royaume du Danxomé) ayant été beaucoup plus décisives. Le Bicentenaire fut tout autant l'occasion d'affirmer le rejet du régime Kérékou que celui de la France, soupçonnée par les manifestants de soutenir le dictateur. Il en fut de même dans d'autres pays, comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et même le Sénégal, où les révoltes civiques des années 1990 et celles des années 2010 se sont conjuguées avec un fort regain d'anticolonialisme et un rejet de plus en plus violent de l'ingérence française. Quoi qu'il en soit, ces conférences nationales furent à la fois un puissant levier de changement (au Bénin, au Mali, au Congo-Brazzaville notamment) et un moyen efficace de canaliser le potentiel révolutionnaire des populations dans des

1. Richard Banégas, « Retour sur une transition modèle. Les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation au Bénin », in Jean-Pascal Daloz et Patrick Quantin (dir.), *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997, p. 23-94 ; et Richard Banégas, « La démocratie est-elle un produit d'importation en Afrique », in Christophe Jaffrelet (dir.), *Démocraties & Démocratisations*, Paris, Karthala, 1999.

2. Béatrice Gbado, *En marche vers la liberté. Préludes du Renouveau démocratique au Bénin. La grève des enseignants*, Porto-Novo, CNPMS, 1991.

3. *Ibid.*, p. 36.

4. Fabien Eboussi Boulaga, *Les Conférences nationales en Afrique*, Paris, Karthala, 1993.

arènes institutionnelles dont certains régimes autoritaires, momentanément fragilisés, ont rapidement repris le contrôle (comme au Gabon ou au Zaïre).

Ces premières expériences de démocratisation, portées par des vagues plus ou moins puissantes de mobilisations révolutionnaires, ont ainsi connu des résultats contrastés. Quelques pays ont réussi à consolider le pluralisme en réalisant plusieurs alternances pacifiques (Afrique du Sud, Botswana, Bénin, Ghana, Niger, Nigéria, Sénégal notamment), d'autres ont basculé dans la guerre ou la violence des coups d'État (Libéria, Sierra Léone, les deux Congo, Côte-d'Ivoire, Burundi, Gambie, Guinée-Bissau, Tchad, Centrafrique entre autres), tandis qu'une majorité de régimes, rétifs au changement, concédaient des réformes en trompe-l'œil pour complaire aux bailleurs et consolider leurs assises. À de rares exceptions près, les processus de transition engagés dans la décennie 1990 ont échoué ou n'ont pas conduit aux changements escomptés : le renouvellement des élites par la voie des urnes ne s'est guère réalisé, leur appropriation des ressources publiques s'est poursuivie, les pratiques de gouvernance n'ont guère évolué, les rapports sociaux n'ont pas été profondément remaniés, les attentes des protestataires ont été déçues. Dans bien des cas, les anciens dictateurs ont repris le contrôle des processus par la mise en œuvre de stratégies de restauration autoritaires. Et lorsque de nouvelles équipes ont pris les commandes, elles ont souvent reconduit la prédation et les luttes factionnelles des régimes antérieurs, donnant l'impression que tout avait changé pour que rien ne change.

Finalement, quand elles n'ont pas avorté, ces premières transitions se sont plutôt effectuées, comme au Bénin, sur le mode de la révolution passive démocratique, c'est-à-dire selon des modalités très ambivalentes de contention du potentiel révolutionnaire dans le creuset des nouvelles institutions pluralistes et, simultanément, de transformation profonde des imaginaires populaires de la légitimité¹. Empruntée à Gramsci, la notion de révolution passive a circulé en Afrique pour décrire, selon Jean-François Bayart, l'une des trois trajectoires de formation de l'État et de l'élite : entre « révolution sociale » et « modernisation conservatrice », estimait-il, c'est plutôt sur ce mode intermédiaire d'une « assimilation réciproque » de différents segments des élites anciennes et nouvelles que les États postcoloniaux se sont configurés². Et, dans les années 1990-2000, c'est aussi cette trajectoire ambivalente que les processus de transition ont majoritairement suivie, suscitant *de facto* une déception face aux espoirs de changement, voire un « *backlash* démocratique³ ».

1. Richard Banégas, *La Démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003.

2. Jean-François Bayart, *L'État en Afrique, op. cit.*

3. Leonardo R. Arriola, Lise Rakner et Nicolas van de Walle, *Democratic Backsliding in Africa ? Autocratization, Resilience, and Contention*, Oxford, Oxford University Press, 2022.

NOUVELLES RADICALITÉS CITOYENNES

D'où sans doute la puissance des nouvelles révoltes civiques qui, vingt ans plus tard, ont éclaté au lendemain des Printemps arabes. Après de nombreuses années de « veille » démocratique produite par l'alternance de la carotte prébendière et du bâton répressif, cette nouvelle vague révolutionnaire a pu surprendre les observateurs qui avaient mis en évidence une tendance à la dépolitisation de certaines fractions de la jeunesse¹, tentée, comme au Sénégal, par la posture du *Bul Faalé* (« Laisse tomber » en wolof), expression popularisée par une célèbre chanson de rap et qui a donné lieu à un véritable mouvement social². Portées par de nouvelles générations d'activistes, les révoltes civiques des années 2010 expriment une forte méfiance vis-à-vis des vieux systèmes de partis et promeuvent une forme inédite de vigilance citoyenne, à la fois radicale dans ses moyens et légaliste dans son principe – le respect de l'état de droit et du calendrier électoral étant au fondement des luttes. Comme indiqué en introduction, cette nouvelle vague de mobilisations démocratiques, qui traverse le continent avec force depuis 2011³, s'est cristallisée en particulier autour de l'enjeu des « troisièmes mandats » présidentiels que la plupart des Constitutions du continent limitent à deux. De Dakar à Bujumbura, en passant par Kinshasa, Libreville, Conakry et Ouagadougou, la volonté des chefs d'État de perpétuer leur pouvoir en bafouant les règles constitutionnelles a rallumé les braises de la colère populaire qui, dès les années 2007-2008, s'était déjà violemment exprimée autour de la question sociale lors des émeutes dites « de la faim ».

La chute de Zine el Abidine Ben Ali et de Hosni Moubarak a suscité de nombreux échos au sud du Sahara où de semblables mobilisations « dégagistes » se sont vite levées au cri de « Y en a marre ! », « Sassoufit », « Trop c'est trop », « E muito ! ». Le fait que le mouvement « y en a marriste » sénégalais⁴ ait été créé en janvier 2011, au moment de la chute du régime tunisien, et qu'il ait pris son envol lors du Forum social mondial, qui se tenait en février 2011 à Dakar, a pu derechef laisser penser que cette nouvelle vague démocratique participait d'une histoire connectée, globale et continentale, favorisée par les nouvelles technologies de communication. Certains faits accréditent à première vue cette lecture diffusionniste⁵, en particulier la tendance qu'ont très vite adoptée ces nouveaux mouvements citoyens à s'organiser sur un mode continental ou régional,

1. Mathieu Hillgers et Jacynthe Masochetti (dir), « Burkina Faso, l'alternance impossible », dossier de *Politique africaine*, 2006, vol. 1, n° 101, 2006.

2. Jean-François Havard, « Ethos “bul faale” et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, 2001, vol. 2, n° 82, p. 63-77.

3. Michel Cahen, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Kadya Tall, *Enough is Enough. Youth Protests and Political Change in Africa*, Leyde, Brill, 2015.

4. Sur « Y en a marre » au Sénégal, voir Séverine Awenengo-Dalbert, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse », *Les Carnets du CAP*, 2011, 15, p. 37-65.

5. Adam Branch et Zacharia Mampilly, *Africa Uprising. Popular Protest and Political Change*, Londres, Zed Books, 2015.

avec une forte solidarité pour la protection des militants. Mais, comme lors des décennies précédentes, une lecture plus attentive révèle l'historicité propre et parfois très locale de chacune de ces mobilisations pro-démocratiques parfois insurrectionnelles. Après le Sénégal en 2011, le Burkina Faso s'est imposé en 2014-2015 comme l'archétype de ces nouvelles révolutions civiques africaines. Capitalisant sur plus d'une décennie de luttes contre l'impunité¹ et la « vie chère² », la coalition menée par le « Balai citoyen », les partis d'opposition et d'autres mouvements de la « société civile » burkinabè, a réussi à faire descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes qui, en octobre 2014, prirent d'assaut le parlement afin de bloquer la réforme constitutionnelle du « troisième mandat » et pousser le président à la fuite. Cette première « révolution d'octobre » s'est poursuivie un an plus tard lorsque en septembre 2015 des foules encore plus déterminées – soutenues par une fraction de l'armée – reprirent la rue pour chasser les putschistes de l'ex-garde présidentielle qui tentaient d'interrompre le processus de transition. La chute du régime Compaoré a pu laisser penser qu'une nouvelle ère était en train de s'ouvrir au Burkina Faso et en Afrique plus largement, celle d'une « rue-cratie » où les citoyens mobilisés occupaient une place centrale de « sentinelles de la démocratie ». « Rien ne sera plus jamais comme avant ! », entendait-on alors partout dans le pays. En décembre 2015, pourtant, le scrutin qui mettait un terme formel à la transition porta au pouvoir ceux qui furent longtemps les trois plus hauts dignitaires du pouvoir déchu – et qui s'en étaient fort opportunément éloignés en janvier 2014 en créant un parti dissident. Les urnes auraient-elles été finalement plus efficaces que les armes pour la restauration de l'ordre ancien ? Nombre d'indicateurs – au premier rang desquels l'insécurité qui a explosé avec les attaques djihadistes – peuvent le laisser penser, nourrissant au « pays des hommes intègres » un « désenchantement de la liberté³ » relativement classique. En janvier et septembre 2022, deux putschs successifs ont mis fin à cette expérience démocratique post-« révolution d'Octobre », en se parant des atours d'une autre légitimité révolutionnaire – celle des années Sankara. Un tel scénario du coup d'État avait déjà été expérimenté, quelques mois plus tôt, au Mali voisin, en Guinée, et au Tchad où le fils Déby avait pris le pouvoir à la mort de son père, avec l'assentiment de Paris, suscitant de nouvelles vagues de contestation populaire écrasées dans le sang.

Dix ans après les Printemps arabes et leurs premiers échos subsahariens, l'*illusio* démocratique⁴ semble ainsi en reflux, les militants et citoyens ordinaires subissant une répression féroce en Afrique centrale en particulier (Cameroun, Congo, Gabon,

1. Habibou Fofana, *Mort tragique d'un grand journaliste. L'affaire Norbert Zongo comme analyseur d'une révolte populaire au Burkina Faso*, thèse soutenue sous la direction de Louis Quéré et Daniel Cefai, EHESS/CEMS, 2016.

2. Vincent Bonnacase, *Les Prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

3. Guy Hermet, *Les Désenchantements de la liberté*, Paris, Fayard, 1993.

4. Zekeria Ould Ahmed Salem, « La démocratisation en Mauritanie : Une "illusio" postcoloniale ? », *Politique africaine*, 1999, vol. 3, n° 75, p. 131-146.

République centrafricaine, Tchad), mais aussi dans les Grands Lacs (Burundi) et en Afrique de l'Ouest (Côte-d'Ivoire, Guinée, Niger, et même au Sénégal). L'extension du domaine de la guerre et de la politique dite « antiterroriste », menée par les armées nationales et occidentales dans la bande sahélienne, fragilise profondément les institutions. La militarisation croissante des pouvoirs et la priorité donnée aux enjeux de sécurité justifient l'extension des mesures attentatoires aux droits par la généralisation des régimes d'état d'urgence ou de mesures plus discrètes. Les forces armées reprennent le contrôle de l'espace public et, avec leurs forces supplétives, commettent de nombreuses exactions sur les populations civiles. Les réseaux militants de la société civile sont particulièrement ciblés, tout comme les responsables des partis d'opposition, par des mesures contre-insurrectionnelles qui justifient tous les abus. Sur le continent comme ailleurs, l'épidémie de covid-19 a encore renforcé ces tendances liberticides. Trente ans après les premières révolutions démocratiques et dix ans après les printemps arabo-africains, l'espace civique est à nouveau en voie de rétrécissement dans nombre de pays du continent.

Mais la « politique de la rue » continue de mobiliser les nouvelles « générations cabri mort¹ », déterminées à se battre pour rompre avec les vieux systèmes politiques postcoloniaux et un ordre social toujours aussi inégalitaire. À la tête des nouveaux mouvements citoyens on trouve certes des artistes et des militants issus de la petite bourgeoisie urbaine éduquée mais, à la différence des mobilisations des années 1990, les classes populaires sont au cœur des nouvelles révoltes politiques. Les jeunes déclassés y tiennent une place centrale et s'imposent comme des acteurs majeurs de cette « rue-cratie » qui conteste en particulier la pesanteur des relations intergénérationnelles. Leur radicalisme s'exprime aujourd'hui sous la figure d'une « citoyenneté insurrectionnelle » ouvertement anticoloniale, mais il emprunte aussi d'autres formes potentiellement violentes. Cette nouvelle radicalité citoyenne ne peut, en effet, être séparée d'autres formes de radicalisme – religieuses, morales ou identitaires – qui traversent les sociétés africaines contemporaines et dessinent le futur du continent, fût-ce peut-être sur le mode « anti-démocratique » de révolutions conservatrices².

1. En Côte-d'Ivoire, les jeunes qui prennent des risques *a priori* insensés ont coutume de citer cet adage « cabri mort n'a plus peur du couteau ».

2. Jean-François Bayart, « L'Afrique au diapason de Vladimir Poutine ? », *AOC*, 21 septembre 2022.